

TABLE RONDE N°1

DES MOUVEMENTS NOUVEAUX ET GLOBAUX ? SUR LES MOUVEMENTS SOCIAUX « TRANSNATIONAUX » DANS QUELQUES OUVRAGES RÉCENTS

Johanna SIMÉANT, CERAPS

« Pour les sciences exactes de la nature les lois sont d'autant plus importantes et précieuses qu'elles ont une *validité plus générale*, tandis que pour la connaissance des conditions concrètes de phénomènes historiques les lois les plus générales sont régulièrement celles qui ont le moins de valeur, parce qu'elles sont les plus vides en contenu [*inhaltleerster*]. En effet, plus la validité, c'est-à-dire *l'extension*, d'un concept générique est large, plus aussi il nous éloigne de la richesse de la réalité, puisque, pour embrasser ce qu'il y a de commun au plus grand nombre possible de phénomènes, il doit être le plus abstrait possible, donc *pauvre* en contenu. Dans les sciences de la culture, la connaissance du général n'a jamais de prix pour elle-même. » WEBER, Max. « L'objectivité de la connaissance dans les sciences et la politique sociales ». In *Essais sur la théorie de la science*, Paris, Presses Pocket (collection « Agora »), 1992, p. 117-201 (extraits), 1^{ère} édition 1904, 1^{ère} traduction française Plon 1965

Il arrive aux sociologues et politistes des mouvements sociaux transnationaux à peu près la même chose qu'aux activistes de l'altermondialisation, ou aux militants des ONG amenés à défendre leur cause dans les grandes conférences internationales des Nations unies : le sentiment que nous parlons juste assez la même langue pour nous reconnaître entre nous, que nous utilisons « les mots de la tribu », ce qui, certes, montre bien que nous en faisons partie... Mais s'y ajoute, sinon les vertiges du décalage horaire, en tout cas le sentiment déconcertant qu'il n'est pas certain que nous disions la même chose avec les mêmes mots. Et pourtant nous nous internationalisons, nous ingurgitons notre dose quotidienne de sigles (TSMO, TAN, CSO,...) et de concepts *ad hoc*... quand bien même il nous arrive parfois d'être submergés par le sentiment de lire des textes à l'intérêt inégal, et de poliment nous intéresser à des travaux certes incontournables dans ce qui constitue aujourd'hui l'espace de la sociologie internationale des mouvements sociaux, mais dont nous sommes loin de partager tous les appuis épistémologiques. Poussons encore un peu le parallèle : le faisons-nous du fait de l'émergence d'une « conscience sociologique mondiale » ou plutôt sous l'injonction à l'internationalisation (comprendre : publier en anglais, de préférence dans une grande revue américaine, être reconnu par des pairs étrangers) et parce que cet aspect est défini de façon croissante comme « important » pour nos carrières ? Cette introduction en forme de parabole n'entend pas se limiter à déplorer certaines façons contemporaines de faire des sciences sociales, mais nous servira d'entrée en matière sur plusieurs des logiques de l'internationalisation dans les mouvements sociaux.

Cette communication avait pour propos d'effectuer une recension d'une quinzaine de travaux récents consacrés à ce qu'il est convenu d'appeler aujourd'hui les « mouvements sociaux transnationaux » (*Transnational Social Movement*, TSM) ou globaux, et les réseaux de défense de cause transnationaux (*Transnational Advocacy Networks*, TANs), ou plus généralement la transnationalisation de l'action collective. J'essaierai tout d'abord de montrer certaines des apories sur lesquels bute une partie de cette littérature récente, apories dues, entre autres logiques académiques, non seulement à l'excessive autonomisation de sous-champ disciplinaires, mais aussi à la confusion entre plusieurs phénomènes que seuls les mots valise de « mondialisation » et de « transnationalisation » permettent de faire tenir ensemble. Je n'entends pourtant pas me limiter au constat de ces apories, et envisagerai ensuite quelques chantiers ouverts par cette littérature, et qui correspondent à autant de pistes à creuser, qu'une sociologie politique soucieuse de son ancrage empirique ne devrait pas négliger. Il reste que certains des outils aujourd'hui les plus stimulants pour penser ces processus viennent peut-être davantage de quelques travaux atypiques, que du sous-sous champ de la sociologie des mouvements sociaux transnationaux tel qu'il se consolide.

1. LE « TOURNANT TRANSNATIONAL » ET LA SOCIOLOGIE DES MOUVEMENTS SOCIAUX

Depuis près de 10 ans, la sociologie des mouvements sociaux semble à son tour marquée par le « tournant transnational » qu'a pris il y a près de trente ans une partie de la discipline des relations internationales. Nombre de chercheurs qui s'étaient jusqu'alors consacrés à l'étude des mouvements sociaux dans un cadre national envisagent désormais de façon prioritaire l'objet empirique, selon eux nouveau, constitué par « les mouvements sociaux transnationaux » et les thématiques dont ils sont porteurs. A ces chercheurs venus de la sociologie des mouvements sociaux s'ajoutent des spécialistes des ONG, qui ont eux aussi requalifié certains de leurs objets à la faveur du développement exponentiel du nombre d'« organisation non gouvernementales ». Parmi les ouvrages les plus emblématiques de cette approche, et en tout cas les plus cités dans la littérature, on peut signaler le *Transnational Social Movements and Global Politics. Solidarity Beyond the States*, dirigé par Jackie Smith¹, Charles Chatfield et Ron Pagnucco (1997), *Activists Beyond Borders: Advocacy Networks in International Politics* de Margaret Keck et Kathryn Sikkink (1998), et *Constructing World Culture. NGOs since 1875*, de John Boli et George Thomas (1999). On peut déjà noter que ni Keck et Sikkink, comparatistes, ni Boli et Thomas, venus de l'institutionnalisme sociologique, ne sont à l'origine des spécialistes des mouvements sociaux, ce qui peut expliquer certains flottements dans leur approche tendant peut-être à homogénéiser excessivement des acteurs différents, comme cela peut expliquer certains problèmes dans leur importation au sein du champ de la sociologie des mouvements sociaux. On doit par ailleurs signaler le contrepoint critique permanent qu'a introduit Sidney Tarrow² dans la sociologie

¹ Qui participait au numéro de *Peace Review* de 1994 sur les mouvements sociaux transnationaux dirigé par Roberta Garner.

² Dont le *Power in Movement* (1994), même s'ils ne portait pas prioritairement sur la dimension transnationale, incluait des développements sur la transformation de la contestation, et qui a depuis publié une série de textes stimulants soulignant l'importance de spécifier les processus et phénomènes empiriques évoqués par cette littérature. On pense notamment TARROW, Sidney, « Transnational Politics: Contention and Institutions in

des mouvements sociaux transnationaux. On y rajoutera ici une douzaine d'autres ouvrages, ainsi qu'un nombre considérable d'articles, qui semblent tous s'employer à décliner les termes « transnational » « global(isation) » et social movements »³

Le développement de cette littérature pouvait sembler *a priori* bienvenu, dans la mesure où il contribuait à décloisonner des sous-champs de la science politique et de la sociologie, et notamment les relations internationales, la sociologie des mouvements sociaux, voire la sociologie des groupes d'intérêts. Il a contribué à jeter la lumière sur des phénomènes que nombre de chercheurs pouvaient constater, sans avoir toujours trouvé une littérature qui soit spécifiquement consacrée aux mobilisations transnationales ou aux groupes d'intérêts à l'échelle internationale, en dehors de quelques exceptions⁴. On pense d'une part à l'émergence de la thématique de la mondialisation (que cette dernière désigne distinctement ou de concert des processus économiques, culturels, ou politiques), d'autre part à la floraison d'organisations non-gouvernementales, tout particulièrement depuis la fin la guerre froide, ensuite à l'espoir renouvelé qui fut placé dans les Nations unies au début des années 90, enfin à l'émergence des mouvements altermondialistes dans la deuxième moitié des années 90. La prise en compte de la dimension internationale dans l'analyse des mouvements sociaux a toujours été le parent pauvre de l'analyse, le cadre implicite de l'essentiel de la sociologie restant celui de l'État-nation. L'international était tout au plus renvoyé aux éléments contextuels à prendre en compte, sans développements supplémentaires.

Un dernier aspect amenait à se féliciter du développement de cette littérature pour peu que l'on prenne quelque peu au sérieux le fait que Charles Tilly ne soit pas seulement un historien de la contestation mais aussi de la formation de l'État et de l'accumulation économique⁵. Il ne paraît pas incohérent de tenter de relier transformation des formes de la contestation et transformation des formes de la domination. Si l'on a assez souligné les limites de la notion de structure des opportunités politiques, la prise en compte, en revanche, de la forme du pouvoir contesté par les protestataires ne saurait être négligée en ce qu'elle contribue largement à l'inscrire dans les limites du possible et du pensable.

International Politics”, *Annual Review of Political Science*, 4, 2001, p. 1-20 et TARROW, spécifier les processus et phénomènes empiriques évoqués par cette littérature. On pense notamment TARROW, Sidney, « La contestation transnationale », *Cultures et Conflits*, 38-39, été-automne 2001, p. 187-223. TARROW, Sidney. “From lumping to splitting: specifying globalization and resistance”. In SMITH, Jackie, JOHNSTON, Hank (eds.), *Globalization and Resistance. Transnational Dimensions of Social Movements*. New York: Rowman & Littlefield, 2002, p. 229-249.

³ Ainsi, CLARK, John (ed.). *Globalizing Civic engagement. Civil Society and Transnational Action*. London Earthscan, 2003 ; COHEN, Robin, RAI, Shirin (ed.). *Global social movements*. London : The Athlone Press, 2000 ; DELLA PORTA Donatella, TARROW Sidney (eds.). *Transnational protest and global activism*. Lanham, MD : Rowman & Littlefield (Collection : "People, passions, and power"), 2005 ; GUIDRY, John A., KENNEDY, Michael D., ZALD, Mayer N. (ed.). *Globalizations and social movements : culture, power, and the transnational public sphere* / Ann Arbor : : The University of Michigan Press, 2000 ; KHAGRAM Sanjeev, RIKER James V, SIKKINK Kathryn (eds.). *Restructuring World Politics. Transnational Social Movements, Networks and Norms*. Minneapolis / London: University of Minnesota Press (Collection “Social Movements, Protest, and Contention, vol 14), 2002 ; O'BRIEN, Robert, GOETZ, Anne Marie, SCHOLTE, Jan Aart. *Contesting global governance : multilateral economic institutions and global social movements*. Cambridge: Cambridge University Press (Collection : Cambridge studies in international relations), 2000 ; DELLA PORTA, Donatella, KRIESI, Hanspeter, RUCHT, Dieter (ed.). *Social Movements in a Globalizing World*. New York : St Martin's Press, Basingstoke: Macmillan, 1999 ; SMITH, Jackie, CHATFIELD, Charles, PAGNUCCO, Ron (eds.). *Transnational Social Movements and Global Politics. Solidarity Beyond the States*. With a Foreword by Elise Boulding. New York : Syracuse University Press (Syracuse Studies on Peace and Conflict Resolution), 1997.

⁴ Cf. Notamment WILLETTS, Peter (ed.). *Pressure groups in the Global System. The Transnational Relations of Issue-Orientated Non-Governmental Organizations*. London : Pinter, 1982. New-York : St Martin's Press, 1982.

⁵ TILLY, Charles. *Contrainte et capital dans la formation de l'Europe*. Paris : Aubier, 1992.

1.1. : ONG et / ou mouvements sociaux transnationaux ou « ONGisation⁶ de la défense des causes et intérêts » ?

Les travaux se décrivant comme consacrés aux mouvements sociaux transnationaux, et notamment avant la montée en puissance du mouvement altermondialiste, sont en fait davantage consacrés à des ONG⁷ aux pratiques fort modérées⁸ qu'à un modèle d'une protestation conflictuelle (si l'on retient ce critère minimum de délimitation du mouvement social par l'interaction conflictuelle et soutenue avec les autorités ou cibles de la protestation). C'est manifeste dans l'ouvrage *Transnational Social Movements and Global Politics*. On y retrouve certes une étude de cas consacrée à la campagne en faveur du gel des armements nucléaires de 1980, mais elle y côtoie des travaux consacrés aux organisations humanitaires dans la corne de l'Afrique, aux ONG mobilisés dans la négociation d'un traité sur la mer, ou aux brigades de la paix internationales lors de la guerre civile au Sri Lanka, qui protégeaient des activistes menacés de mort. De façon générale, le glissement est très fréquent entre les catégories et les registres du mouvement social d'un côté, les ONG de l'autre.

Notre propos n'est certainement pas d'appeler au bon usage des termes en regrettant la « confusion » entre ONG⁹ et « mouvement social » alors que les deux termes désignent des catégorisations différentes (de l'ordre du statut pour ce qui concerne une ONG, de l'ordre du processus pour ce qui concerne un mouvement social – une ONG pouvant très bien participer à un mouvement social). Classifier les acteurs en fonction de ce qu'ils sont « vraiment » selon l'observateur (un syndicat¹⁰, une ONG, un mouvement social) n'a pas toujours de sens si cela doit aboutir à un typologisme sourcilieux et négligent des pratiques.

Mais on ne peut à l'inverse oublier tout le travail de démarcation effectué par les acteurs eux-mêmes entre ces formes de représentation des intérêts. Il importe d'être attentif au registre

⁶ J'emprunte ce terme à Jean-Pierre Dozon qui évoque l'ONGisation de nombreuses sociétés africaines, notamment par les pentecôtistes. Jules Falquet analyse (et déplore) « l'ONGisation des mouvements sociaux » dans « L'ONU, alliée des femmes? Une analyse féministe critique du système des organisations internationales », *Multitudes* 11, hiver 2003, p. 1-7. Il s'agit de la version courte de « Femmes, féminisme et "développement" : une analyse critique des politiques des institutions internationales », in Jeanne Bisilliat (dir.) *Regards de femmes sur la globalisation*. Paris: Karthala, 2003, p. 75-112.

⁷ Cohen et Rai évoquent les mouvements sociaux globaux « and their ancillary allied INGOs », p. 13.

⁸ Comme le remarquait déjà Sidney Tarrow dans « Transnational Politics... », art. cit., et dans « La contestation transnationale », art. cit.

⁹ Le terme d'ONG est une catégorie *ad hoc*, répondant aux intérêts changeants des organisations internationales et des Etats qui les investissent, et reposant sur des bases très fragiles. Il existe autant de définitions des ONG que d'organisations internationales ayant ou non la capacité de les accréditer en fonction de leurs intérêts propres. Constaté qu'en droit international, les ONG sont soit des structures n'ayant pas d'existence juridique, soit des structures issues des droits internes, aboutit aussi à remarquer que, selon les organisations internationales, des organisations de statuts différents dans les droits internes peuvent se retrouver assimilées à des ONG, au risque de voir se déliter d'importantes distinctions porteuses d'une histoire et de compromis sociaux institutionnalisés : on pense notamment à ce qui distingue syndicats et associations, distinction qui tend à se brouiller et se dissoudre quand le terme d'ONG en vient à les désigner indifféremment... Sur la question de la définition des ONG, cf. MERLE Marcel, « Le problème des rapports entre les associations transnationales, les organisations intergouvernementales et les firmes multinationales », in *Forces en enjeux dans les relations internationales* (2^e édition), Paris, Economica, 1985, p. 120-129 (reproduit d'après le bulletin de l'UAI). Sur ces questions spécifiques, cf. MEYER, Dorothee, « ONG : une catégorie juridique introuvable, une définition utilitaire. Réflexions sur une définition en droit des ONG », in SIMÉANT Johanna, DAUVIN Pascal, (dir.), *ONG et humanitaire*, Paris, L'Harmattan (Collection « Logiques politiques »), 2004, p. 139-162.

¹⁰ Reinalda assimile les syndicats à des ONG. Cf. REINALDA, Bob, ARTS, Bas, NOORTMANN, Math, (ed.). "Non-State Actors in International Relations.", Aldershot: Ashgate (*Non-state actors in international law, politics and governance series*), 2000, p. 12.

dans lequel ils se décrivent, et se concentrer sur leurs pratiques et la façon dont elles sont chargées de sens. Dans un article récent, Lesley Wood rappelle que des organisations de pays du Sud, membres du réseau Peoples' Global Action, distinguent nettement leur travail de coopération et de lobbying avec des ONG du Nord, de leur participation à des mouvements populaires¹¹. A l'inverse, beaucoup des cas envisagés dans la première période de la sociologie des mouvements sociaux transnationaux n'impliquent nullement d'interactions conflictuelles avec les autorités ou avec des adversaires. Cette tendance à parler de mouvements sociaux alors que ce que l'on observe renvoie à des ONG est problématique quand elle aboutit à des semi-généralisations sur les mouvements sociaux transnationaux, alors que le cadre théorique le plus approprié serait peut-être celui de la sociologie des groupes d'intérêts. Surtout, elle génère de curieux effets de cécité empirique quant aux acteurs envisagés.

Ainsi, l'ouvrage de Keck et Sikkink forge le terme de *Transnational Advocacy Networks* (TAN), et justifie ainsi ce terme de « réseaux de défense de causes » :

“advocates plead the cause of others or defend a cause or proposition. Advocacy captures what is unique about transnational networks: they are organized to promote causes, principled ideas, and norms, and they often involve individuals advocating political change that cannot be easily linked to a rationalist understanding of their interests” (p. 8-9)¹².

Au début de l'ouvrage, les auteurs ne se limitent pas à inclure les ONG dans ces réseaux, puisqu'elles rappellent que ces derniers peuvent inclure les organisations de recherche et de défense de causes internationales et domestiques, les mouvements sociaux locaux, les fondations, les médias, les églises, les syndicats, les organisations de consommateurs, les intellectuels, des fractions des organisations intergouvernementales régionales et internationales, des fractions des branches exécutives et / ou parlementaires du gouvernement... (p. 9). Mais alors que cette énumération ouvrait un programme de recherche stimulant¹³, les auteurs effectuent un double saut interprétatif et méthodologique pour le moins problématique. Elles estiment tout d'abord que « *les ONG domestiques et internationales jouent un rôle central dans tous les réseaux de défense de cause* », ce qui les incite à resserrer leur focale sur ces dernières. Elles se fondent ensuite pour analyser l'évolution de l'importance de ces réseaux sur l'évolution du nombre des ONG « *engagées pour le changement social* » (p. 11) telles qu'elles sont répertoriées dans l'annuaire de l'Union des Associations Internationales¹⁴, en expliquant qu'il s'agit d'obtenir une bonne mesure approchée du développement des TAN compte tenu de la présence centrale d'ONG en leur sein. Mais ce faisant, des pans entiers du substrat organisationnel des mobilisations disparaissent. Ainsi, faut-il attribuer l'étonnante absence des réseaux de défense de la cause ouvrière au fait que les organisations qui entendaient l'incarner sont des syndicats et non des ONG dans leurs droits nationaux ? Ou au fait que l'« *advocacy* », désignant le fait de plaider la cause de tiers, élimine de fait tout eux qui prennent en charge eux-mêmes (contrairement

¹¹ WOOD, Lesley J., “BRIDGING THE Chasms: The Case of Peoples' Global Action”, in BANDY, Joe, SMITH, Jackie (eds.), *Coalitions across Borders. Transnational Protest and the Neoliberal Order*. Lanham, MD : Rowman & Littlefield (Collection : "People, passions, and power"), 2005, p. 106.

¹² Nous avons conservé la citation en anglais compte-tenu de la difficulté à traduire « *advocacy* » autrement que par défense de causes, ce qui aurait rendu la phrase tautologique.

¹³ On pense au lien qui aurait pu être fait avec les travaux de Paul Sabatier sur les *advocacy coalitions*, réseaux de défense de causes qui peuvent réunir segments de l'administration et associations ou autres acteurs.

¹⁴ A partir du codage effectué par Jackie Smith sur l'annuaire de l'UAI, notamment pour son ouvrage de 1997. Elles lui empruntent ses données pour 1973 et 1993, et sa grille de codage pour la période antérieure (1953, 1963, 1973

aux baleines ou aux phoques) la défense de leur cause¹⁵ ? Ou enfin à un rapport singulier, bien que fréquent, à l'histoire et à la nouveauté dans les mouvements sociaux ?

Le problème est le même, et peut-être plus fort encore car ce dernier ouvrage utilise le terme de « mouvements sociaux transnationaux », dans l'ouvrage codirigé par Jackie Smith. Elle y recourt à la catégorie de *Transnational Social Movement Organisation* (TSMO)¹⁶. La démarche s'inscrit directement dans l'inspiration de Zald et McCarthy en ce qu'elle entend souligner l'importance de la dimension organisationnelle de la protestation, et le fait que les organisations sont des « porteuses » de mouvements sociaux. Mais là encore, le principal indicateur empirique va être le choix d'un sous-ensemble d'ONG internationales (au sens d'agissant dans deux Etats au moins) et oeuvrant pour le changement social. A nouveau, les TSMOs envisagées sont ramenées aux ONG... Le recours à ce type de codage n'est pas loin de produire des effets d'artefact aussi problématiques que celui de la base de données constituée à partir de données de presse sur la protestation en Europe, et qui s'acharnait à survivre malgré les fortes critiques méthodologiques qui lui étaient adressées.

Un autre problème se pose dans la démarche qui consiste à identifier des organisations de mouvement social transnationales (TSMOs). Le recours à cette catégorie semble beaucoup plus développé que le recours à la catégorie de SMO ne l'a été dans la sociologie des mouvements sociaux. Si elle isole à juste titre une sous-catégorie digne d'intérêt, faut-il pour autant supposer que toutes les organisations qui contribuent aux mouvements sociaux transnationaux sont elles-mêmes transnationales ? N'est-ce pas éliminer ce qu'il convient précisément d'expliquer que de se concentrer sur les organisations de mouvement social transnationales pour comprendre les mouvements sociaux transnationaux. Il serait plus heuristique d'expliquer des mobilisations nationales dans lesquelles interviennent des organisations de mouvement social transnationales, et des mobilisations transnationales dans lesquelles interviennent des organisations qui n'ont rien de transnational. La superposition du processus (un mouvement transnational) et des organisations (une organisation de mouvement social transnational) court-circuite ce qu'il faudrait justement expliquer : les logiques concrètes qui favorisent l'action collective transnationale.

Certes, cette focalisation sur les ONG marque surtout la première période des travaux sur les mouvements sociaux transnationaux. Mais les ouvrages de Keck & Sikkink et de Smith & Pagnucco & Chatfield sont à ce point cités qu'on ne peut totalement oublier l'influence qu'ils ont, et les routines qu'ils contribuent à renforcer. Un article récent, et par ailleurs très riche, de Pauline Cullen¹⁷ consacré à la plateforme des ONG sociales européennes évoque ainsi à peine les alliances formées par cette plateforme avec la Confédération Européenne des Syndicats (alors qu'elle indique que ces ONG sont avant tout caractérisés par une orientation réformiste et des pratiques de lobbying, et que c'est seulement dans le cadre de leurs alliances avec les syndicats qu'elles participent à des événements protestataires comme les manifestations aux sommets de Tampere en 1999 et Nice en 2000). Ainsi, et malgré des formulations plus nuancées dans les travaux récents, s'il y a, certes, « mobilisation », on serait parfois en peine d'identifier des interactions protestataires soutenues avec des autorités, qu'elles soient nationales ou internationales : la logique du travail de ces ONG, pour beaucoup reconnues et accréditées comme telles par des organisations internationales et devant par conséquent préserver le minimum de possibilités de contacts et de travail avec ces organisations, l'explique en partie, comme par ailleurs la question du financement des ONG

¹⁵ Mais les réseaux qui portent la cause des femmes sont des réseaux de femmes...

¹⁶ SMITH, Jackie, CHATFIELD, Charles, PAGNUCCO, Ron (eds.). *Transnational Social Movements...*, op. cit.

¹⁷ CULLEN, Pauline P., "Conflict and Cooperation within the Platform of European Social NGOs", in BANDY, Joe, SMITH, Jackie (eds.), *Coalitions across Borders...*, op. cit., p. 71-94.

internationales, qui sont nombreuses à bénéficier de financements publics¹⁸, même si ces derniers ne sont pas toujours majoritaires dans leurs comptes (on pense par exemple aux ONG de développement, humanitaires ou aux ONG de défense de l'environnement assurant la gestion de programmes de biodiversité). L'indépendance financière n'est d'ailleurs pas toujours un gage de radicalité en cas de recours important aux collectes de fonds professionnalisées auprès de donateurs privés : ces ONG se trouvent de ce fait très sensibles aux risques d'un effondrement de leur dons privés au cas où elles seraient associées de trop près à des actions violentes¹⁹.

On pourrait certes considérer que le terme ONG ne désigne rien de plus que la catégorie actuellement la plus passe-partout de l'autodénomination des acteurs organisés, au niveau national ou international. Mais on peut alors regretter que la signification différente du terme « ONG » soit si peu prise en compte en fonction des contextes nationaux, malgré quelques remarques disséminées dans ces ouvrages. Ainsi l'investissement dans les ONG au sein des pays autoritaires fonctionne souvent comme une protestation de substitution en adoptant des causes auxquelles ont, au moins rhétoriquement, souscrit les pouvoirs en place, surtout quand elles font partie du « paquet » (droits de l'homme, femmes et environnement) proposé par les institutions internationales dans le cadre du consensus de Washington ou des tentatives de relégitimation de la Banque mondiale²⁰. L'investissement dans ces causes va cependant avoir comme effet de contribuer à des remises en cause latérales des pouvoirs en place²¹. A l'inverse, nombre de mouvements radicaux vilipendent le registre feutré du lobbying d'ONG²² ou regrettent la domestication que peut entraîner le parrainage de mouvements nationaux par les ONG internationales. Les syndicalistes tolèrent fort mal que certaines multinationales confient des missions d'audit à des ONG. Le très internationaliste Parti des travailleurs (trotskiste lambertiste) fustige « le danger de « la "société civile" et (le) processus d'ONGisation du mouvement ouvrier »²³... Et des ONG supportent assez mal les prétentions de certains des nouveaux venus de la scène altermondialiste. Autant d'aspects que des généralisations abusives assimilant ONG et mouvements sociaux transnationaux ne peuvent intégrer. Il importe en revanche, on y reviendra, de comprendre les effets que produisent la valorisation croissante de la forme ONG sur les modes de défense des causes et intérêts.

1.2. « Environnement, droits de l'homme, femmes... + altermondialisme » : une focalisation problématique sur un nombre limité de causes

¹⁸ Pauline Cullen (*art. cit.*) explique que les ONG dont elle traite sont financées entre 40% et 80% par l'Union Européenne.

¹⁹ A l'exception de Greenpeace dont l'image publique est liée à ce type d'actions.

²⁰ Sur la Banque Mondiale et le rôle qu'y a joué l'environnement comme façon de sauver les politiques de développement, cf. RIST, Gilbert. *Le développement – Histoire d'une croyance occidentale*. Paris : Presses de Sciences Po, 1996, notamment son chapitre 10, « L'environnement ou la nouvelle nature du développement ».

²¹ Sur la protestation au Maroc, cf. par exemple VAIREL, Frédéric. *Espace protestataire et autoritarisme. Nouveaux contextes de mise à l'épreuve de la notion de fluidité politique : l'analyse des conjonctures de basculement dans le cas du Maroc*. Thèse pour le doctorat de science politique, Aix-Marseille III, 2005. Sous la direction de Michel Camau.

²² MAYER, Nonna, SIMÉANT, Johanna, « L'espace de l'altermondialisme », *Revue Française de Science Politique*, vol 54 (3), juin 2004, p. 373-378.

²³ *Informations internationales*, décembre 2003, n° 57.

La survalorisation de la forme ONG est directement liée à un second aspect qu'illustre bien, à nouveau, la démarche de Margaret Keck et Kathryn Sikkink. En comptant les ONG engagées pour le changement social, elles aboutissent ce faisant à reprendre une catégorisation des « organisations non-gouvernementales internationales²⁴ de changement social » en neuf rubriques : « droits de l'homme », « ordre mondial », « droit international », « paix », « droits des femmes », « environnement », « développement », « unité ethnique », « Espéranto ». Parmi ces 9 catégories, trois (droits de l'homme, environnement, droits des femmes) totalisent 48.6% des ONG recensées : elles correspondent aux trois études rassemblées dans l'ouvrage. Mais le phénomène est plus général. Tous ces ouvrages se concentrent sur un nombre de domaines de mobilisations en définitive relativement limité. Le tableau 1, indiqué en annexe, donne une idée grossière²⁵ des mobilisations et causes traitées dans les ouvrages envisagés. Il est frappant que l'on observe une domination aussi forte des travaux consacrés aux mobilisations environnementales, avant et après l'essor de l'altermondialisme²⁶. Ces mobilisations sont suivies des mobilisations altermondialistes, en faveur des droits de l'homme, des femmes, ainsi plus récemment que des mobilisations relatives à la question du travail²⁷. La place des revendications nationalistes et indépendantistes y est marginale (elle est due dans le tableau final à un seul ouvrage, celui de Guidry, Kennedy et Clark).

Si le format collectif de la plupart de ces ouvrages ne contribue pas à leur homogénéité, ni sur le plan théorique, ni sur le plan des cas sélectionnés, on peut distinguer deux âges dans la toute jeune étude des mouvements sociaux transnationaux²⁸.

Le premier, on l'a vu, est antérieur à l'émergence du mouvement altermondialiste, et se concentre de façon très notable sur les ONG. S'il revendique la nouveauté de son cadre théorique, il ne présuppose pas toujours celle de la période actuelle, même si évidemment ce sont les interrogations du temps présent qui l'invitent à revisiter le passé. Ainsi Keck et Sikkink consacrent-elles un chapitre aux précurseurs des réseaux transnationaux de défense de causes (TAN) en traitant des pressions internationales en faveur de l'abolition de l'esclavage aux États-Unis au XIXe siècle, dont elles rappellent qu'il s'agissait véritablement de mouvements de masse, du mouvement international en faveur du droit de vote des femmes au 19^e siècle, des premières campagnes contre l'excision au Kenya (1923-1931) et contre la pratique du bandage des pieds des femmes en Chine (1874-1911). Ce premier ensemble de travaux souligne moins une différence de nature que de degré en évoquant ces réseaux : leur nombre et leur puissance semblent s'être développés, mais la thématique de la mondialisation n'entre que marginalement dans le raisonnement.

²⁴ Qui passent effectivement de 110 en 1953 à 631 en 1993.

²⁵ Grossière dans la mesure où ces catégories ne sont pas étanches, sont sujettes à des requalifications (la thématique de la justice ou de la démocratie pourrait être accolée à d'autres causes). On sait à quel point les altermondialistes ont remis au goût du jour des revendications auparavant formulées dans d'autres termes.

²⁶ Les mobilisations environnementales évoquées dans les travaux les plus récents n'étant pas, d'ailleurs, les plus radicales. Les désigner comme telles ne dit pas grand chose de leur contenu alors même qu'il va de l'expertise la plus soutenue dans le cadre d'institutions internationales, aux coalitions transnationales contre la construction de digues en Inde, incluant à la fois plaider auprès des institutions et actions spectaculaires, comme c'est aussi le cas de Greenpeace.

²⁷ Et encore une analyse plus fine montrerait-elle que les études de cas consacrées à la question du travail ne sont que rarement arrimées aux mobilisations syndicales comme si les conflits autour du travail se résumaient à la définition qu'en donnent les altermondialistes hostiles à la forme syndicale. Ainsi, le chapitre du récent ouvrage de Bandy et Smith "Perspectives on Labor Solidarity", inclut-il trois études de cas dont uniquement une, celle de Peter Waterman, envisageait la question de la coopération et des tensions entre syndicats et ONG. Celle de Gay Seidman portait sur les codes de conduite des entreprises promus par les militants anti Apartheid à l'époque de la lutte contre l'Apartheid, celle d'Ethel Brooks sur les campagnes d'ONG et de certains responsables américains contre le travail des enfants au Bangladesh.

²⁸ Ce qui est en soi un symptôme de la tentation permanente en son sein de procéder à des généralisations visant à l'établissement de nouveaux paradigmes, sur un modèle sans doute trop imité des sciences dures.

La contestation de la gouvernance globale, l'altermondialisme (ou, pour reprendre la catégorisation qui en est fournie dans les travaux en langue anglaise le « global justice movement »), ont contribué à une rapide révision de cette première vague de travaux qui avait sans doute trop généralisé à partir des réseaux transnationaux de défense de causes comme modèle de l'action collective transnationale. Le second ensemble de travaux est plus centré sur l'altermondialisme, et compte également davantage de référence au transnationalisme lié au monde du travail, syndical ou non²⁹. Les études de cas incluent aussi bien les protestations contre l'économie mondiale libérale et la pauvreté, pour la réduction de la dette, les mobilisations de consommateurs internationales, les mobilisations autour du travail (plus que syndicales *stricto sensu*). Tout se passe comme si les mobilisations réelles commençaient à peine à ressembler aux intitulés des ouvrages qui les ont précédés de 10 ans en évoquant les mouvements sociaux transnationaux alors qu'ils traitaient avant tout d'ONG, en général sur des thématiques relatives aux droits humains, aux droits des femmes, à l'environnement.

Dans le tout récent ouvrage dirigé par Della Porta et Tarrow, Lance Bennett³⁰ compare ces deux modèles d'activisme transnational. Compte tenu de l'émergence de mouvements organisés de façon souple autour de la « justice globale » et de ses enjeux, l'auteur suggère une remise en cause des modèles précédents de l'activisme transnational largement centrés autour des ONG, des réseaux politiques à enjeux uniques menant des campagnes organisées de façon centralisée et basés sur des coalitions de courtage, focalisés sur des réformes de politiques publiques. Le « nouveau » mouvement transnational est à l'inverse décrit comme composé de réseaux militants lâches adoptant les technologies de communication auto-organisées et défendant des enjeux multiples, des buts multiples, une identité inclusive :

Tableaux 2 et 3. deux modèles et deux ères de l'activisme transnational selon Lance W. Bennett

W. Lance Bennett			Social Movements beyond Borders			215
TABLE 9.1			TABLE 9.2			
Defining Differences in Two Eras of Transnational Activism			Two Models of Transnational Social Movement Network Organization			
	<i>NGO Advocacy Order</i>	<i>Direct Activism</i>	<i>Network</i>	<i>NGO Advocacy Networks</i>	<i>Global Social Justice</i>	
Scope	policy—issue—advocacy	diverse social justice agenda	structure	centralized w/lead organizations	polycentric ~ distributed	
Organization	NGO-centered issue networks	mass activism—multi-issue	formation	brokered strategic coalitions	affinity ties & permanent campaigns	
Scale	limited by brokered coalitions	expanded by technology networks	stability	issue/ goal framing & organization identity create fracture lines	organizational code of inclusive diversity—creates dense networks of weak ties	
Targets	government (all levels) some corporations	corporations, industrial sectors econ blocs (G7, WEF, IMF, WTO)	membership	sign up/pay up limited agenda control	opt-in/opt-out collective agenda-setting	
Tactics	strategic campaigns —limited political goals —turned on & off by lead orgs	permanent campaigns —diverse political goals —difficult to turn on & off	mobilization	strategic campaigns, member alerts	technological infrastructure generates continuous protest calendar	
Goals	gov't (nat. & int'l) regulation establish information regimes maintain organizational identity	personal involvement in direct action establish communication networks hyper-orgs to empower individuals	bridging	high brokerage costs	low brokerage costs	
Capacity	reform & crisis intervention	mass protest, value change	diffusion	within homogeneous networks	across diverse networks	

²⁹ On peut signaler notamment les travaux portant sur les mobilisations autour de la cause de la main d'œuvre dans l'espace nord-américain, qui sont les moins ignorants de la forme syndicale. Cf. BANDY, Joe, "Paradoxes of Transnational Civil Societies under Neoliberalism: The Coalition for Justice in the Maquiladoras", *Social Problems*, août 2004, 51 (3), p. 410-431 ; STILLERMAN, Joel. "Transnational Activist Networks and the Emergence of Labor Internationalism in the NAFTA Countries", *Social Science History*, hiver 2003, 27, 4, p. 577-601 ; CUNNINGHAM, Hilary, "Transnational Social Movements and Sovereignties in Transition: Charting New Interfaces of Power at the U.S.-Mexico Border", *Anthropologica*, 2002, 44, 2, p. 185-196.

³⁰ BENNETT W Lance, "Social Movements beyond Borders: Understanding Two Eras of Transnational Activism", in DELLA PORTA Donatella, TARROW Sidney (eds.). *Transnational protest...*, op. cit., p. 203.

Malgré cette évolution, on ne peut s'empêcher de rester frappé par un certain nombre de points aveugles dans les deux volets de cette littérature :

- du côté de la première période, et alors même que cette dernière ne semble pas proclamer l'entière nouveauté des processus qu'elle observe, l'absence du mouvement ouvrier est criante, comme si la focalisation sur les ONG contemporaines aboutissait à rechercher leurs équivalents en matière de défense des droits de l'homme dans le passé, ignorant ce faisant tout ce qu'une étude fine de l'internationalisme ouvrier aurait pu apporter en matière d'intuitions relatives aux processus d'action collective transnationale. Il semble finalement que le syndrome des « nouveaux mouvements sociaux », en l'occurrence la tendance à prophétiser l'avènement de revendications « postmatérialistes », aie aussi affecté la littérature sur les mouvements sociaux transnationaux. C'est ce que pouvait déjà laisser craindre un des premiers articles sur la question, en 1994, dans lequel Michael Webber³¹ considérait que les organisations de mouvements sociaux transnationaux étaient caractérisées par des structures non hiérarchiques, décentralisées, participatives, basées sur des valeurs postmatérialistes et avec une base plus diffuse socialement. Les quelques concessions au passé apparaissent ce faisant comme des quasi-remords : il en est ainsi, dans l'ouvrage plus récent de Khagram, Riker et Sikkink (*Restructuring World Politics. Transnational Social Movements, Networks and Norms*, 2002), dans sa partie la plus courte, consacrée à la question de la régulation du travail³², d'un article consacré à Marx et Engels comme « acteurs transnationaux prototypiques »³³, et qui considère que « la littérature sur les réseaux et mouvements sociaux transnationaux tend à suggérer qu'il s'agit de phénomènes relativement récents. Les activités de Marx et Engels contredisent facilement, au moins pour le travail, cette idée. L'enjeu intéressant est de se demander pourquoi si peu de cette histoire est connue aujourd'hui. ». La présence de cette contribution dégage un sentiment étrange : une sorte d'aveu honteux concédant aujourd'hui la place problématique et mineure des mobilisations ouvrières dans la littérature sur les mouvements sociaux transnationaux alors même que les internationales ouvrières³⁴ en fournissaient un exemple prototypique.

- du côté des ouvrages plus récents, influencés par les revendications altermondialistes, et qu'on aurait pu penser plus sensibles aux multiples formes prises par la défense des travailleurs, l'accent est davantage mis sur les acteurs non syndicaux, alors que l'on n'est pourtant pas sans savoir le rôle des syndicats, et plus généralement d'acteurs antérieurs aux mobilisations altermondialistes, dans ces dernières³⁵. Autre paradoxe : alors, compte tenu des intitulés de ces ouvrages et de leur référence centrale à l'altermondialisme, que l'on aurait pu s'attendre à une focalisation sur les mouvements récents, on y retrouve, à côté d'études de cas sur les forums sociaux locaux ou Seattle, des retours vers des épisodes de protestation antérieurs au mouvement altermondialiste (sur le processus de diffusion des techniques de protestation ghandiennes dans le mouvement des droits civiques américain³⁶, la lutte contre les

³¹ *Peace Review*, hiver 1994, 6, 4, p. 395-401

³² Et qui succède à des chapitres plus fournis consacrés d'une part aux droits de l'homme, d'autre part au développement de la protection de l'environnement et à la gouvernance.

³³ NIMTZ, August, "Marx and Engels: The Prototypical Transnational Actors", in KHAGRAM Sanjeev, RIKER James V, SIKKINK Kathryn (eds.). *Restructuring World Politics. Transnational Social Movements, Networks and Norms*. Minneapolis / London: University of Minnesota Press (Collection "Social Movements, Protest, and Contention, vol 14), 2002, p. 245-268.

³⁴ Pour un travail sur l'Internationale sociale-démocrate, cf. DEVIN, Guillaume. *L'internationale socialiste. Histoire et sociologie du socialisme international (1945-1990)*. Paris : Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1993.

³⁵ Sur ce point, cf. AGRIKOLIANSKY, Eric, FILLIEULE, Olivier, MAYER, Nonna (dir.), *L'altermondialisme en France. La longue histoire nouvelle cause*. Paris : Flammarion, 2005.

³⁶ CHABOT, Sean. "Transnational diffusion and the African American Reinvention of the Ghandian Repertoire", in SMITH, Jackie, JOHNSTON, Hank (eds.), *Globalization and Resistance...*, op. cit., p. 97- 114.

digues³⁷, le nationalisme irlandais³⁸) ou des développements relatifs à des pratiques peu contestataires (les ONG environnementales conservatrices³⁹ ou agissant dans le cadre de pratique de lobbying⁴⁰ ,

Ce sont davantage les travaux consacrés à une zone économique et géographique en particulier (l'Union européenne dans un cas, le continent américain dans l'autre) qui prennent en compte des mobilisations qui ne semblent pas être les priorités des chercheurs sur les mouvements sociaux transnationaux : fermiers et mobilisations ouvrières dans le cas de l'Europe⁴¹, syndicats des différents pays américains contre la zone de libre échange⁴² et les maquiladoras dans l'autre⁴³.

Toute théorisation, même partielle, est peu ou prou dépendante des cas empiriques sélectionnés. Mais toute théorisation, surtout implicite, aboutit à privilégier certains cas sans contrôler le principe de cette sélection. Ce faisant, le fait que ce courant de recherche sursélectionne certains mouvements aboutit à des généralisations étrangement ethnocentriques (quand est prophétisé l'avènement d'une société mondiale), à une survalorisation des pratiques de lobbying élitaires (du fait d'une concentration sur les mouvements environnementalistes), et à un pari excessif sur l'avènement d'un militantisme transnational (quand la dimension proprement transnationale de nombre de protestations peut laisser dubitatif.. pourr ne rien dire de leurs « succès », tout relatifs). Il est à craindre ce faisant que la réflexion sur l'action collective transnationale ne devienne aujourd'hui aussi dépendante de la référence implicite à l'altermondialisation qu'elle l'a été il y a quelques années des ONG de défense des droits de l'homme ou de l'environnement.

En dehors de ces trois problèmes, on peut remarquer deux absences de taille dans ces travaux : d'une part les mobilisations de migrants, notamment ce qu'Anderson nomme « le nationalisme à distance », à l'exception des travaux déjà évoqués de Hanagan⁴⁴, d'autre part les mobilisations liées à l'islam radical, et plus généralement les mobilisations politico-

³⁷ ROTHMAN Franklin Daniel, OLIVER Pamela E., "From Local to Global: The Anti-dam Movement in Southern Brazil, 1979-1992", in SMITH, Jackie, JOHNSTON, Hank (eds.), *Globalization and Resistance...*, *op. cit.*, p. 115-132.

³⁸ HANAGAN, Michael, "Irish Transnational Social Movements, Migrants, and the State System, in SMITH, Jackie, JOHNSTON, Hank (eds.), *Globalization and Resistance...*, *op. cit.*, p. 53-73.

³⁹ LEWIS, Tammy L., "Conservation TSMOs: Shaping the Protected Area Systems of Less Developed Countries, in SMITH, Jackie, JOHNSTON, Hank (eds.), *Globalization and Resistance...*, *op. cit.*, p. 75-94.

⁴⁰ SCHAEFER CANIGLIA Beth, "Elite Alliances and Transnational Environmental Movement Organizations", in SMITH, Jackie, JOHNSTON, Hank (eds.), *Globalization and Resistance...*, *op. cit.*, p. 153-172 ; REIMANN Kim D., "Building Networks from the Outside In: Japanese NGOs and the Kyoto Climate Change Conference", in SMITH, Jackie, JOHNSTON, Hank (eds.), *Globalization and Resistance...*, *op. cit.*, p. 173-187.

⁴¹ IMIG, Doug, TARROW, Sidney (eds.), *Contentious Europeans. Protest and Politics in an Emerging Polity*. Lanham : Rowman & Littlefield, 2001.

⁴² Avec la succession de mobilisations contre la CUSFTA (Canada-U.S. Free Trade Agreement) au milieu des années 80, puis la NAFTA (North American Free Trade Agreement, l'ALENA) au début des années 90, et enfin la FTAA (Free Trade Area of the Americas) à la fin des années 90.

⁴³ DREILING Michael, *Solidarity and Contention: The Politics of Class and Sustainability in the NAFTA Conflict*. New-York : Garland, 2001 ; AYRES Jeffrey M., *Defying Conventional Wisdom: Political Movements and Popular Contention against North American Free Trade*. Ainsi que le numéro spécial de *Social Science History*, hiver 2003, 27, 4, avec les papiers de STILLERMAN, Joel, "Transnational Activist Networks...", *art. cit.*, p. 577-601 ; HEROD, Andrew. "Geographies of Labor Internationalism", p. 501-523 ; WILLIAMS, Heather L. "Of Labor Tragedy and Legal Farce: The Han Young Factory Struggle in Tijuana, Mexico", p. 525-550 ; ARMBRUSTER-SANDOVAL, Ralph, "Globalization and Transnational Labor Organizing: The Honduran Maquiladora Industry and the Kimi Campaign, p.551-576; ANNER, Mark, "Industrial Structure, the State, and Ideology: Shaping Labor Transnationalism in the Brazilian Auto Industry", p. 603-634.

⁴⁴ HANAGAN, Michael, "Irish Transnational Social Movements...", *art. cit.*, p. 53-73.

religieuses transnationales⁴⁵ (on pense également aux réseaux pro life⁴⁶). Or il s'agit des cas dont il n'est pas impossible qu'ils désignent certaines des formes les plus avérées, non seulement de mobilisations transnationales, mais peut-être de mouvements transnationaux. Nationalisme à distance et mobilisations politico-religieuses correspondent de façon peut-être bien plus convaincantes qu'une ONG de lobbying à ce que serait un mouvement social transnational : ils contribuent fortement à la construction d'identités imaginées, s'appuient sur des interactions plus fréquentes entre les membres du réseau protestataire... et se rapprochent, par la mobilité d'une partie de leur membres au moins, davantage du modèle du « banc de poisson » dans l'océan international que de celui de sociabilités localisées dans le « récif de corail⁴⁷ » formé par les organisations internationales.

Prendre en compte ces mobilisations, assurément moins consensuelles au sein de l'espace des Nations unies ou de la Banque Mondiale, aurait pourtant permis de développer une piste lancée par Keck et Sikkink, ainsi que Boli et Thomas. Ces derniers insistent en effet sur la façon dont les acteurs transnationaux s'appuient sur, et ce faisant consolident également, les normes⁴⁸ internationales relatives aux droits de l'homme. Ils reconnaissent qu'il est plus facile pour les réseaux transnationaux de défense de causes de se baser sur des normes validées au niveau international, dans des conventions (cf. Déclaration Universelle des droits de l'homme par exemple), que sur des principes alternatifs et les contestent, ou en tout cas peinant à s'appuyer sur ces normes. Ils ne vont pas jusqu'au bout de ce que supposerait cette réflexion, et que la prise en compte des mouvements islamistes, des mouvements anti-avortement, ou de mouvements contestant radicalement les normes internationales centrales, permettrait⁴⁹ : une meilleure prise en compte du caractère pas toujours universel de ces normes, et des stratégies de ceux qui les contestent ou se bornent à entretenir à leur égard un rapport purement opportuniste.

1.3. « Contextes », discours, actions : la globalisation de quoi ?

Il convient enfin de se demander ce que désigne la référence à la « globalisation » dans ces travaux qui semblent annoncer l'avènement d'une protestation... « globalisée à l'heure de la globalisation ». A l'examen, cette littérature, qui de loin pourrait sembler porter sur la nouveauté constituée par les mouvements sociaux transnationaux liés à la mondialisation, apparaît bien plus composite. Cette nouveauté est parfois renvoyée à celle du contexte socio-historique (« globalisation » ou « mondialisation ») dans lequel se déploient ces mouvements.

⁴⁵ On n'en trouve que deux exemples dans l'ouvrage de Cohen et Rai (2000).

⁴⁶ L'organisation catholique Human Life International, groupe anti-avortement basé en Virginie, a un bureau pour l'Europe de l'Est en Pologne (à Gdansk), et a effectué des missions dans plus d'une douzaine d'Etats européens dans les 5 dernières années, fournissant des financements et assurant des séminaires de formation sur la meilleure façon de promouvoir les positions anti-avortement (*International Herald Tribune* du 27/07/2005 et www.hli.org). Elle revendique sur son site 51 bureaux de par le monde.

⁴⁷ Pour reprendre l'heureuse expression de Sidney Tarrow.

⁴⁸ L'insistance sur les normes caractérise aussi les travaux de Florini. FLORINI, Ann M, (ed.), *The Third Force: The Rise of Transnational Civil Society*, Washington, Carnegie Endowment for International Peace Press, 2000.

⁴⁹ On comprend que le statut des mobilisations altermondialistes, en ce qu'elles remettent en question la « unholy trinity » (Banque mondiale, FMI, OMC) est porteur de pistes séduisantes compte tenu de la plus grande difficulté d'une partie des protestataires à trouver des alliés au sein d'organisations internationales que pour certaines elles contestent.

Elle peut désigner des pratiques et discours considérés comme nouveaux. Enfin, elle semble aussi résider dans le développement de processus déjà existants depuis un siècle ou deux, mais à une ampleur et une échelle jusqu'alors inconnue. L'ancrage historique souvent flottant de cette littérature est sans doute ce qui rend problématique ses proclamations de nouveauté. Tarrow souligne à juste titre le problème que pose la confusion entre le cadrage mondial d'une activité et son effectif champ d'action empirique.⁵⁰ Tilly insiste sur la nécessité de distinguer la globalisation des protestataires et celle de leurs objets de revendication⁵¹

Toute la difficulté est donc d'arriver à cerner ce qui fait la véritable nouveauté des phénomènes observés, nouveauté qui, pour être certes liée à certains éléments de remise en cause des monopoles étatiques, et en tout cas de transformation des formes de la contrainte, renvoie peut-être tout autant à la visibilité de ces organisations et aux technologies sur lesquels elles peuvent s'appuyer, ou à des formes de sociabilités internationales que les élites sociales manient depuis plusieurs siècles.

Yashar⁵² distingue trois formes de globalisation à laquelle elle fait correspondre trois types d'action collective : globalisation économique, globalisation des réseaux, globalisation des normes (au sens où à cette dernière correspondrait une convergence autour de normes globales et de leur signification). A ces trois globalisations correspondraient trois formes d'action collective : respectivement une action collective défensive, une action collective bénéficiant de ressources (qu'elle crée et dont elle profite : information, réseaux, etc.) et une action collective proactive. Si la distinction est stimulante, elle pose cependant le problème des médiations idéologiques par lesquels chaque contexte se retrouve intégré à la protestation. Il faudrait sans doute mieux évoquer, pour citer Garth et Dezalay, « *L'internationalisation des luttes autour de nouvelles orthodoxies à vocation universelle* »⁵³, qu'il s'agisse du néo-libéralisme ou de la démocratie », ce qui permettrait de se rappeler que chacune de ces orthodoxies a une temporalité propre.⁵⁴

L'hypothèse d'une transnationalisation des contextes (qui aboutit à tant d'intitulés sur « les mouvements sociaux dans un monde qui se globalise »...) de l'action collective renvoie aussi bien aux réflexions sur la mondialisation, quelle que soit la définition qu'on lui donne (économique, culturelle, médiatique, liées aux transports et aux réseaux...) qu'aux réflexions sur l'intégration politique internationale à laquelle aboutirait le développement du rôle des institutions de la gouvernance mondiale. Chaque ouvrage concède donc dans son introduction un passage rituel aux effets d'Internet, des multinationales, des organisations internationales et au développement des transports. L'avènement du mouvement altermondialisation a sans doute compliqué plus encore cette prise en compte du contexte en aboutissant à des raisonnements sans doute un peu rapides qui font du développement d'une forme spécifique du capitalisme libéral et financier à l'échelle mondiale un des causes du développement de

⁵⁰ TARROW, Sidney, « La contestation... », art. cit.

⁵¹ TILLY, Charles. *Social Movements. 1768-2004*. Boulder & London : Paradigm Publishers, 2004, p. 115.

⁵² YASHAR, Deborah. "Globalization and Collective Action", *Comparative Politics*, 34: avril 2002, p. 355-375.

⁵³ DEZALAY, Yves, GARTH, Briant, *La mondialisation des guerres de palais. La restructuration du pouvoir d'État en Amérique Latine. Entre notables du droit et "Chicago boys"*, Paris, Seuil (Collection "Liber"), 2002.

⁵⁴ Par ailleurs, il faudrait se débarrasser de l'idée que la globalisation des normes n'a rien à voir avec l'économie : même les normes de régulation du monde du travail, pour faibles qu'elles soient, promues dans le cadre de l'Union européenne, sont réappropriées de façon militante par les syndicalistes européens. WAGNER, Anne-Catherine, "Syndicalistes européens. Les conditions sociales et institutionnelles de l'internationalisation des militants syndicaux", *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, décembre 2004, 155 : p. 33.

mouvements sociaux transnationaux contestant cet état de fait⁵⁵, sur le modèle « à chaque problème son mouvement social », alors précisément que notre perception des « problèmes objectifs » est sans doute redevable au fait que ces mouvements (et / ou les organisations internationales sur lesquelles ils s'appuient ou qu'ils contestent) les évoquent et les posent de telle ou telle façon. De même, certains auteurs ont cru pouvoir déduire de l'existence de problèmes « objectivement » globaux (environnement, pauvreté...) la survenance de mouvements eux-mêmes globaux. On peut s'inquiéter que soient ce faisant oubliés les principes élémentaires de prudence accumulés dans la sociologie des mouvements sociaux. Alors qu'il est depuis longtemps acquis que l'existence objective d'inégalités, voire de griefs, ne suffit pas à déclencher les mobilisations, une étrange levée des censures semble autoriser à inférer du développement des inégalités liées à la nouvelle division internationale du travail économique, ou de la pollution, la survenance de mobilisations entendant lutter contre ces dernières. Ce faisant, on sent bien que Della Porta et Tarrow oscillent entre objectivisme et subjectivisme en rappelant tout un ensemble de changements dans l'environnement international des mouvements sociaux (effondrement du bloc de l'Est, développement des communications électroniques, transport aérien à faible coût, pouvoir croissant des corporations transnationales et des institutions internationales, sommets globaux...) tout en concédant qu'il est nécessaire que ces phénomènes, dont la globalisation économique, soient « cadrés par les activistes comme des menaces », rajoutent-ils, « ils sont cela pour des secteurs de la population mondiale, et c'est l'internationalisation de cet environnement global qui produit l'occasion pour les activistes du Nord de s'engager dans une action collective concertée » (p. 9). Bref, les auteurs soulignent à la fois que la globalisation ne suffit pas à produire les mouvements sociaux globaux... tout en ne pouvant s'empêcher de rappeler ce contexte global, et en se demandant « comment les mouvements sociaux réagissent (...) à ces déplacements de pouvoir en termes de structure organisationnelle, de cadre d'action collective, d'identités, de répertoires d'action ? »⁵⁶ Pour Giugni, la globalisation provoque la ressemblance des mouvements au travers des pays car elle a contribué d'une part à créer des opportunités transnationales, d'autre part à former des affinités structurelles dans différents pays, enfin à faciliter les processus de diffusion⁵⁷.

De fait, la « mondialisation », quelque définition qu'on lui donne, semble bien souvent, soit postérieure à certains des phénomènes désignés, soit en mesure de ne fournir qu'une partie de son cadre explicatif. Dans un texte un peu plus ancien, Tarrow souligne à juste titre que seule une part de ces mouvements est structurée par la globalisation au sens économique du terme. Quand bien même le développement des multinationales et les arbitrages brutaux que ces dernières effectuent entre des Etats aux législations inégalement favorables fragilise les salariés du nord comme elle peut déstabiliser les sociétés du Sud, il n'est pas certain que ce phénomène soit vécu de façon unique et uniformément dénoncée au Sud. Est-ce l'augmentation des inégalités, ou l'intégration, même dans une position dominée, à un réseau de connexions économiques qui favorise les mouvements sociaux au sud ?

Par ailleurs, on doit fortement pondérer l'hypothèse d'une marche univoque vers une société civile mondiale⁵⁸ (prophétie largement partagée puisque des lecteurs rapides d'Elias seraient

⁵⁵ Dans un article concentré sur la division globale du travail, proche des réflexions d'Immanuel Wallerstein, James Mittelman lie ainsi l'expansion du marché et les réponses des entités qui le composent. MITTELMAN, James H. « The Globalization of Social Conflict », in BORNSCHIER, Volker (ed.), *Conflict and new departures in World Society*. New Brunswick (NJ.): Transaction Publishers, 1994, p. 317-337.

⁵⁶ DELLA PORTA Donatella, TARROW Sidney (eds.). *Transnational protest...*, op. cit., p. 2.

⁵⁷ GIUGNI, Marco G., "The other side of the coin: explaining crossnational similarities between social movements", *Mobilization*, 1998, vol. 3, no. 1, p. 98

⁵⁸. Pour une critique de la notion de société civile internationale, cf. le dossier de *Critique Internationale* dirigé par Béatrice Pouligny en 2001.

aussi bien tentés de la prophétiser⁵⁹). Tarrow rappelle que « *La solidarité transnationale, dont on impute fréquemment l'origine à la « mondialisation » économique, n'en existe pas moins depuis un siècle au bas mot, et même bien davantage si l'on prend en compte la révolution « atlantique » du XVIIIe siècle ou la Réforme protestante (...) L'apparition historiquement bien antérieure à la « mondialisation » des organisations transnationales implique qu'il nous faudra spécifier des mécanismes responsables du développement actuel de l'organisation et de la contestation transnationales autres qu'économiques* »⁶⁰. Le plus nouveau est peut-être la densité des institutions internationales qui offrent des niches de défense de causes à des individus et des lieux de sociabilité et de socialisation à l'international, souvent sur le registre de l'expertise, et peuvent contribuer à forger des liens et des réseaux qui investiront ensuite la contestation. Une piste de recherche, on y reviendra, est celle des effets de formes spécifiques d'intégration politique autorisant la sociabilité d'élites. Mais l'avènement d'une société civile transnationale, hypothèse contestable (celle de l'agglutination de fragments de sociétés civiles nationales serait bien plus convaincante) n'est en tout cas en rien le seul symptôme de la mondialisation économique puisqu'au contraire la fin du 19^e siècle et le début du 20^e fourmillent des congrès internationaux qu'impulsent des réseaux réformateurs⁶¹.

Tous ces aspects invitent en définitive à la prudence : le choix du « s » (Globalizations) dans le titre de l'ouvrage de Guidry, Kennedy et Zald désignent bien qu'il y a sans doute plusieurs globalisations à prendre en compte. Il suppose de garder aussi à l'esprit que tous les espaces transnationaux n'ont pas la même géographie. Mais peut-être faudrait-il aller plus loin, et ne pas se risquer à faire de la « sous-sociologie historique » en guise de toile de fond des processus que nous observons, en se demandant avec Frederick Cooper si « *le concept de mondialisation sert (...) à quelque chose ?* »⁶². Le « mondial » de « mondialisation », écrit Cooper, implique qu'un système unique de connexions pénètre le monde entier ; « isation », qu'il le fait maintenant, ce qui occulte les mouvements de capitaux, de personnes, d'idées, dans l'histoire.. Aussi, il importe de distinguer la mondialisation comme somme de processus variés de connexions à longue distance, dont chacune a une historicité spécifique (celle du capitalisme n'est pas celle de la colonisation ni celle des réseaux, des diasporas, ou de quelque autre champ internationalisé), de la mondialisation comme discours (comment les militants parlent de la (des) mondialisations, et comment cette dernière devient un processus qui pour être flou devient une entité et / ou un processus sur laquelle il semble aussi évident et efficace de s'appuyer qu'ont pu l'être en d'autres temps le « progrès », l'« impérialisme »).

Beaucoup de travaux envisagent à dire vrai davantage le discours du global selon les organisations plutôt que des pratiques effectivement transnationales. Cette dimension discursive peut difficilement être négligée. Elle est sans doute la plus générale et omniprésente dans les processus observés. Elle concerne aussi bien le discours des activistes que celui des organisations internationales. Elle renvoie non seulement à la façon dont ces deux groupes en appellent à des valeurs globales ou à la société civile globale mais aussi prennent « la » ou « les » « mondialisation(s) » ou « la planète » comme des processus et des êtres sur lesquels il est possible de s'appuyer dans ses discours, de fonder des causalités ou des diagnostics qui s'appliquent aussi dans leur vie quotidienne. Envisager la place des discours et des idées ne suppose pas que ces dernières déterminent l'action, et qu'il faut partager ces idées pour participer aux mobilisations transnationales. Mais elle renvoie aux

⁵⁹ Comme y invitent certains passages de *La société des individus*.

⁶⁰ TARROW, Sidney, « La contestation transnationale... », *art. cit.*

⁶¹. Lesquels regroupaient aussi bien des membres des administrations que des associations. TOPALOV, Christian, (dir.), *Laboratoires du nouveau siècle. La nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France, 1880-1914*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1999.

⁶² COOPER, Frederick, « Le concept de mondialisation sert-il à quelque chose ? : un point de vue d'historien », *Critique internationale*, 1998, janvier 2001, 10, p.101-124.

transformations du dicible dans les mobilisations comme elle désigne aussi une adaptation au discours des autorités politiques dans leur façon de revendiquer leur impuissance au moins partielle face à des processus mondiaux. Comment les processus mondiaux et transnationaux sont-ils pensés et mis en discours ? Quelles sont les ressources idéologiques sur lesquelles s'appuient les protestataires ? Qu'en est-il de la réhabilitation, au moins sectorielle, de la critique du capitalisme au travers de sa forme ultralibérale et financière ? Une telle critique aurait-elle été pensable aux Etats-Unis tant que l'URSS ne s'était pas effondrée ? Il est par ailleurs frappant que la dénonciation du marché global arrive à se décliner de telle façon qu'elle en est rendue responsable de la mise en danger des droits de l'homme, des peuples indigènes, des syndicats, des économies locales, de l'environnement, de la démocratie⁶³... etc.

Une analyse satisfaisante des discours et des façons de penser l'action ne saurait se limiter à des généralités faisant référence à la thématique de la « justice globale » alors que cette dernière constitue pour le coup une dénomination plus spécifique au monde anglo-saxon, mais bien moins évident au niveau des forums sociaux européens. Si la dynamique des discours et du ralliement à ces derniers est parfois consécutive aux mobilisations plus qu'elle ne les déclenche par la seule force de leur conviction, il ne faut pas négliger ce travail de production discursive en tant qu'il informe assez précisément sur l'espace et les limites du dicible et du jouable en fonction des alliances possibles du mouvement. L'efficacité du slogan « un autre monde est possible » tient-elle seulement à son caractère vide et donc fédérateur, ou aussi à l'affirmation de cette composante d' « agency » sur laquelle insiste Gamson⁶⁴ Tout militantisme placé face à la question de sa durée tend à définir les cadres et buts légitimes de l'action. La définition du « Que faire ? » et du « Comment faire ? » est un passage obligé (même s'il n'est pas toujours premier⁶⁵).

Mais sans doute ne faut-il pas négliger la contrainte discursive que représente le fait de présenter certains problèmes « comme globaux » plutôt que comme idiosyncrasiques. Les références à ces intitulés flous, souvent creux, que sont « la justice globale », la référence à la

⁶³ FABER, Daniel, "Building a Transnational Environmental Justice Movement: Obstacles and Opportunities in the Age of Globalization", in BANDY, Joe, SMITH, Jackie (eds.), *Coalitions across Borders...*, op. cit, p. 43-68.

⁶⁴ Gamson détaille trois cadres de l'action collective dans *Talking politics* (Cambridge : Cambridge University Press, 1992) :

- *injustice* : « la composante d'injustice fait référence à l'indignation morale exprimée sous la forme de la conscience politique. (...) Un cadre d'injustice requiert la conscience que des acteurs humains motivés portent une part de responsabilité dans le malheur et la souffrance » (p. 7). Tous les acteurs transnationaux ne désignent pas des acteurs comme responsables (certains se limitent à des processus désincarnés). La liste des coupables pourrait être longue : les Etats Unis, les occidentaux, les colonisateurs, les multinationales, les dictatures, l'empire, le capitalisme financier

- *agency* [capacité à agir NDA] : « la composante d'agency fait référence à la conscience qu'il est possible de transformer des conditions ou des politiques au travers de l'action. Les cadres de l'action collective impliquent un sens de l'efficacité collective et nient le caractère immuable de certaines situations. (...) Ils suggèrent non seulement que quelque chose peut-être fait mais aussi que « nous » pouvons faire quelque chose » (7) c'est sans doute cette dimension que prend particulièrement en charge le discours sur la possibilité d'un autre monde, ou la mise en avant de l'échec de grandes négociations internationales comme preuve de la puissance des mouvements

- *identity* : « la composante identitaire fait référence au processus de définition d'un « nous », opposé typiquement à un « eux » qui a des intérêts ou des valeurs différents. (...) L'action collective requiert la conscience d'agents humains dont les politiques ou les pratiques doivent être changées et d'un « nous » qui va contribuer à ce changement ». (7-8) Le « nous » des mobilisations transnationales est parfois très diffus dans les réseaux de défense de cause transnationales, qui prétendent souvent s'effacer derrière la cause qu'ils entendent servir au nom des normes sur lesquelles il s'appuient. Mais le « nous », même vague, est plus affirmé dans les mobilisations altermondialistes : les multitudes, la société civile mondiale, les peuples...

⁶⁵ DOBRY Michel, « Calcul, concurrence et gestion du sens. Quelques réflexions à propos des manifestations de novembre-décembre 1986 », in : FAVRE Pierre (dir.), *La manifestation*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1990, p. 377.

solidarité ou la « mondialisation par le bas » sont autant de manières de faire le « liant » de mobilisations éparses, une façon d'inscrire dans un cadre international des actions dispersées et localisées, qui pourraient courir le risque d'être renvoyées à leur sérialité ou à leur insignifiance. Sous cet aspect, on a souvent souligné l'efficacité du slogan « Think global, act local »⁶⁶ et des pratiques qu'il légitime, puisqu'il permet, ne serait-ce que narrativement, d'inscrire des actes, fussent-ils des plus individualisés et locaux, dans la trame de mobilisations solidaires et transnationales : du don d'argent à la bougie allumée posée sur le rebord de la fenêtre en passant par le recyclage de déchets ou les pratiques de consommation éthique, c'est tout un monde de micro pratiques qui entendent incarner et exprimer les solidarités transnationales. Il faut toutefois se garder de traiter ces généralités sous le seul angle du « faute de mieux » alors que leur degré de généralité est parfois à la mesure du long travail d'usinage de formules assez générales pour convenir à tous les participants⁶⁷. La force des idées ne vient pas tant de ces dernières, que de leur capacité à fixer au moins provisoirement le collectif qui les a produites, et l'aspect matériel de leur inscription devrait sans doute être davantage envisagé.⁶⁸

2. QUELQUES PISTES DE RECHERCHE SUR L'ACTION COLLECTIVE TRANSNATIONALE

Afin de ne pas se retrouver piégés dans la course à la catégorisation (ONG, TSMO, etc.), nous proposons d'employer le terme d'action collective transnationale⁶⁹ afin de désigner la défense de causes par des acteurs dépassant les frontières ou revendiquant une action qui les dépasse. Quel peut bien être l'intérêt d'un terme aussi général, en dehors du fait qu'il prend acte de ce qu'une grande part des travaux sur les « mouvements sociaux transnationaux »

⁶⁶ OLLITRAULT Sylvie, « De la caméra à la pétition-web : le répertoire médiatique des écologistes », *Réseaux*, 1998, 17 (98), p. 182.

⁶⁷ Comme le rappelle Lesley Wood au sujet du travail permanent de fabrication doctrinale au sein de PGA. Cf. WOOD, Lesley J., "Bridging the Chasms...", *art. cit.* On trouve des remarques très proches de Guillaume Devin sur l'Internationale socialiste : « *cette négociation quasi permanente valorise les « foyers de convergence » - pour ne pas rompre - autant qu'elle les produit - faute d'aboutir plus précisément. Il est caractéristique que ces « foyers » renvoient à des principes généraux qui se prêtent peu aux compromis parce qu'ils sont les seuls à faire le lien entre les affiliés et que, par // conséquent, ils sont au fondement de ce qui peut être invoqué par les socialistes démocratiques comme une identité commune. La conclusion est donc paradoxale puisque c'est d'une structure non contraignante, de liens faibles - ceux de l'association -, qu'émergent les liens forts des principes partagés. Mais n'est-ce pas reconnaître également que ces principes, constitutifs de ce que nous appellerons une morale des relations internationales, sont produits « faute de mieux » ? Pas exactement. Il n'y a pas de raisons de considérer, a priori, que l'évocation des principes ne satisfait pas aussi ses auteurs parce qu'ils y trouvent - de manière positive cette fois - des idéaux qui permettent de transcender les situations particulières et de rappeler l'essentiel ou, si l'on veut, la portée universelle de leurs convictions. En d'autres termes, célébrer les principes contribue sans doute à la construction d'une « morale par défaut », mais c'est aussi l'expression sans cesse renouvelée de croyances dans ce qui devrait être (...)* » cf. DEVIN, Guillaume. *L'internationale socialiste...*, *op. cit.*, p. 201-202.

⁶⁸ Comme le font par exemple Isabelle Sommier, Eric Agrikoliansky et leurs coauteurs dans *Radiographie du mouvement altermondialiste*, Paris, La dispute, 2005.

⁶⁹ Ce faisant, nous n'entendons exactement pas ce terme au sens où l'utilisent Della Porta et Tarrow dans leur ouvrage de 2005, fortement inspiré en la matière par l'altermondialisme, au sens de « *campagnes internationales coordonnées par des réseaux d'activistes contre les acteurs internationaux, d'autres Etats, ou des institutions internationales* », dans la mesure où leur définition nous semble davantage renvoyer à la protestation transnationale qu'à toutes les formes d'action collective transnationale (qui en sont souvent le substrat).

traite de registres et de formes de défense des intérêts à la frontière du lobbying et de la protestation ?

- d'une part, sa généralité permet précisément de sélectionner des cas empiriques variés, il engage à mieux cerner les basculements éventuels entre action contestataire et autres formes de représentation des intérêts, ce qu'une focalisation excessive sur la protestation ou à l'inverse le plaidoyer rend problématique. Que ces formes soient différentes ne veut pas dire qu'il faille les envisager isolément (ce qu'une tendance excessive aux monographies d'une association ou d'une campagne transnationale tendent malheureusement à faire alors que, comme le rappelle McAdam⁷⁰, les mouvements sociaux ne sont pas des « entités discrètes ») car elles sont aussi des options ouvertes, mais de façons inégales en fonction des contextes nationaux, aux défenseurs des causes. L'« ongisation de la défense des causes et des intérêts » suppose de ne pas négliger les modifications du registre légitime d'une partie des mobilisations, et les contraintes qu'elle fait peser sur ceux qui se refusent à jouer ce jeu. Surtout (et l'on prie le lecteur de bien vouloir excuser la répétition de cette formule éculée), cela implique de *penser relationnellement* les divers acteurs de l'action collective transnationale afin de comprendre quels peuvent être les divisions, concurrences et alliances en leur sein (et ceci aussi bien dans les espaces nationaux que transnationaux), que les stratégies des autorités à leur égard (en invitant par exemple certains acteurs plus que d'autres à participer et négocier dans des espaces spécifiques). Cela implique de réfléchir à l'insertion de cette action collective dans des espaces, voire dans des champs internationaux spécifiques ou relatifs au pouvoir d'Etat ou à l'économie⁷¹.
- d'autre part, envisager aussi bien « la défense de causes par des acteurs dépassant les frontières ou revendiquant une action qui les dépasse » invite à spécifier, *selon chaque cas empirique et chaque configuration empirique*, ce qui circule de façon transnationale (actions, personnes, ressources, information... ou discours de la globalisation) plutôt que de se contenter de généralités sur la globalisation de la protestation. Plus exactement, et nonobstant notre accord avec beaucoup des analyses de Tarrow et Della Porta, il nous semble qu'il y a un paradoxe à généraliser sur un ensemble de protestations dont la connaissance est pour l'instant encore extrêmement limitée. Le plus intéressant n'est peut-être pas de produire des généralisations à leur sujet, ce qui ne saurait être en soi le but des sciences sociales,⁷² ou de réviser à chaque nouvel ouvrage les typologies en entreprenant de les affiner devant de nouvelles configurations empiriques. Il est peut-être d'avantage d'encourager une série de recherches sur l'action collective transnationale qui sélectionne de nouveau cas et surtout effectue un découpage empirique des cas sélectionnés qui ne se condamne pas à rater une partie de ce qui pourrait les expliquer. Car qu'est-ce finalement que participer à une action collective transnationale ? Est-il certain que nous ayons si clairement à l'esprit ce que cela signifie ?

⁷⁰ MCADAM, Doug, "'Initiator' and 'Spin-off' Movements: Diffusion Processes in Protest Cycles", in TRAUGOTT, Mark (ed.). *Repertoires and Cycles of Collective Action*. Durham and London : Duke University Press, 1995, p. 217-240.

⁷¹ Nous reprenons en cela les propositions avancées par Dezalay et Garth dans *La mondialisation des guerres de palais...*, *op. cit.*

⁷² Nous renvoyons aux remarques de Weber citées en début de cet article à ce propos.

2.1. Spécifier les formes et les ancrages sociaux de l'action collective transnationale

Qu'en est-il précisément de ce que les travaux consacrés aux mouvements sociaux transnationaux désignent en tant que processus empiriques ? Les subdivisions de ces ouvrages collectifs sont plus modestes que leurs titres, en décomposant le propos général de l'ouvrage en plusieurs thématiques qui sont parfois reliées de façon incertaine, même si chacune délimite un programme de recherche sans doute plus réaliste

Tableau 4. De quoi parle-t-on dans un ouvrage sur les « mouvements sociaux transnationaux » ?

Titre de l'ouvrage	Titres des subdivisions
SMITH, Jackie, CHATFIELD, Charles, PAGNUCCO, Ron (eds.). <i>Transnational Social Movements and Global Politics</i>	Part 1. The Phenomenon of Transnational Social Movements Part 2. Mobilizing Transnational Resources in National Conflicts Part 3. Generating Constituencies for Multilateral Policy Part 4. Targeting International Institutions Part 5. Theoretical Implications
2000. GUIDRY, John A., KENNEDY, Michael D., ZALD, Mayer N. (ed.). <i>Globalizations and social movements: culture, power, and the transnational public sphere</i>	1. Movements in a globalized Space 2. Globalizations and movements in Nation States 3. Movements, Identities, Cultural Transformations
2002. SMITH, Jackie, JOHNSTON, Hank (eds.), <i>Globalization and Resistance. Transnational Dimensions of Social Movements</i>	Part I: Theories of Globalization and Social Movement Mobilization Part II: Transnational Mobilization and National Politics Part III: Transnational Diffusion and Framing Processes Part IV: Transnational Networks Part V: Protest and the Global Trade Regime
2005. DELLA PORTA Donatella, TARROW Sidney (eds.). <i>Transnational protest and global activism.</i>	Part 1 - Transnationalism from the inside Part II – Diffusion and scale shift Part III. Internationalization

Dans plusieurs de ces travaux, la remise en cause du capitalisme mondial et / ou de sa régulation partielle par les grandes institutions financières internationales n'est qu'un aspect parmi d'autres de l'action collective transnationale. Les mouvements simultanés ou révélant des réseaux soutenus dans le temps au travers des frontières sont limités. Même le ciblage d'organisations internationales (qui peut très bien être effectué sans mobilisation au travers des frontières) n'est qu'un élément de ces travaux. A l'inverse, la mobilisation de ressources transnationale dans des conflits internes (que l'on évoque pourtant moins souvent dans les travaux sur les mouvements sociaux transnationaux) apparaît en bonne place. Devant cette profusion, Sidney Tarrow⁷³ propose ainsi de distinguer quatre phénomènes trop souvent confondus :

- Des mobilisations locales (ex : Chiapas) dont le registre de protestation est mondial, et qui bénéficient du soutien d'autres groupes.
- Des manifestations comme la « bataille de Seattle » qui réunissent des coalitions de groupes nationaux et transnationaux contre des cibles extrêmement visibles comme l'OMC et le FMI.
- Certains cas de succès de coalitions de militants transnationaux contre des Etats transgressant des normes internationales (on est là dans le modèle de coalitions élitaires s'appuyant sur l'influence de pays tiers ou d'institutions internationales

⁷³ TARROW, Sidney. « La contestation... », *art. cit.*

- Le militantisme au sein et autour d'institutions internationales et de la rédaction internationale de traités, qui lui non plus ne revêt pas forcément un caractère contestataire

Le changement d'échelle (*scale shift*) qu'évoquent Tarrow et McAdam⁷⁴ en le désignant comme « *un changement dans le nombre des niveaux d'action protestataire coordonnée menant à une protestation plus large impliquant un plus grand nombre d'acteurs et liant leurs revendications et identités* » ne recouvre finalement qu'une partie de ce qui est envisagé dans la littérature sur les mouvements sociaux transnationaux. De surcroît, ce dernier peut aussi bien avoir pour objet l'action collective coordonnée que la solidarité internationale, deux dimensions qui, pour être parfois mélangées empiriquement, n'en sont pas moins souvent confondues analytiquement. Au risque de perdre la légèreté de cette typologie de Tarrow, on a essayé de la décomposer plus encore en exposant une liste approximative des processus susceptibles d'être envisagés dans la littérature sur les mouvements sociaux transnationaux. Mais on a aussi essayé, afin de nuancer l'hypothèse de nouveauté, de ne pas se limiter au « 3+1 » de la littérature récente (environnement, droits de l'homme et cause des femmes + altermondialisme).

Tableau 5 - Différentes formes d'« action collective transnationale »

	« <i>une grande manifestation internationale à date fixe, de manière que, dans tous les pays et dans toutes les villes à la fois, le même jour convenu, les travailleurs mettent les pouvoirs publics en demeure de réduire légalement la journée du travail, et d'appliquer les autres résolutions du Congrès international de Paris.</i> » « <i>Attendu qu'une semblable manifestation a déjà été décidée pour le 1^{er} mai 1890 par l'American Federation of Labor, dans son congrès de décembre 1888 tenu à St Louis, cette date est adoptée pour la manifestation internationale</i> » (résolutions principales votées par le congrès marxiste de la II ^{ème} internationale en 1889 à Paris)
Action simultanée et/ou coordonnée dans divers Etats	Manifestations contre « Ridgway la peste » pendant la guerre de Corée Mobilisations contre la guerre du Vietnam Manifestations contre la guerre en Irak : 15 février 2003 : 2 millions et demi de personnes à Rome, 250 000 à Paris, 1, 5 à Berlin, 1 M à Madrid, 1,3 M à Barcelone, 1,75 à Londres, 500 000 à New York, en tout près de 16 M de personnes dans le monde
Imitations, transformations des anticipations tactiques d'un mouvement national du fait de mouvements similaires à l'étranger, modèle des "mêmes causes mêmes effets"	1848-1850 Printemps des peuples Années 1950 Décolonisation 1989-1990 Effondrement des régimes communistes du bloc de l'Est
Transferts de ressources, de savoir faire et d'informations entre mouvements, aide à distance d'une mobilisation	Caisses de grèves internationales (typographes en 1906) Transferts entre le mouvement nationaliste indien et les mouvements des droits civiques aux États-Unis (diffusion d'ouvrages, importation les thématiques de Gandhi, contacts directs : des proches de Gandhi viennent aux États-Unis, des afro américains voyagent en Inde entre 1935 et 37). Soutien aux luttes anticoloniales (porteurs de valise en France).

⁷⁴ TARROW, Sidney, MCADAM Doug, "Scale Shift in Transnational Contention", in DELLA PORTA Donatella, TARROW, Sidney (eds.). *Transnational protest..., op. cit.*, p. 1

	<p>Le Central American Sanctuary Movement aux Etats-Unis à partir de 1982 Soutien au mouvement zapatiste.</p>
<p>Contestation de réformes et politiques d'austérité « imposées » par les grandes institutions de la gouvernance mondiale</p>	<p>Années 1980 : « émeutes de la faim » dans plusieurs pays arabes (1981 au Maroc, 1984 Maroc et Tunisie, 1986 Egypte, 1988 Algérie, 1989 plusieurs pays) 1997 : « Eurogrève » 1997-1998 : manifestations de populations rurales en Thaïlande contre des réformes libérales appauvrissant les populations 1998 : manifestation de fermiers indiens à Hyderabad contre l'OMC 2000 : manifestations des pays pauvres contre les politiques d'ajustement structurel (grève générale en Argentine, protestation en Bolivie, Brésil, Colombie, Equateur, Honduras, Nigeria, Paraguay)</p>
<p>Activisme d'acteurs non gouvernementaux, avec des alliances sectorielles dans l'administration, notamment dans le cadre des organisations internationales ou de leurs conférences</p>	<p>Les congrès internationaux des réseaux réformistes à la fin du 19^e siècle. Les associations à la conférence de San Francisco en 1945 (fondation des Nations-Unies). Contribution des ONG à la rédaction de la convention sur les droits de l'enfant Contribution des ONG à la rédaction des conventions sur le génocide Les campagnes de mobilisation internationale des ONG (sur la dette en Afrique, contre la pollution, la dégradation de la biodiversité, contre les mines, pour la défense des droits de l'homme, pour les droits des femmes, pour la Cour Pénale Internationale...)</p>
<p>Rassemblements contestant les grandes institutions de la gouvernance mondiale à l'occasion des réunions de ces dernières</p>	<p>(Le congrès de la 2^e internationale en 1889 eut lieu à Paris du fait de l'organisation prévue cette année-là dans la capitale française de l'Exposition universelle et du centenaire de la révolution française...).</p> <p>1996 : Manifestation de près de 130,000 personnes contre l'APEC (Asian Pacific Economic Community) lors de sa réunion à Manille (Philippines)</p> <p>Contre l'AMI de l'OCDE en 1997 Chaîne humaine autour du G8 en juin 1999. <u>Contre sommets es G7 et G8</u> : 1987 Paris, Gênes 2001, Göteborg 2001, Barcelone 2002, Evian Jubilee 2000 contre la dette. 2000 : Manifestation européenne des syndicats au sommet de Nice Sept 1999-printemps 2000 : campagne contre les réunions de l'OMC (OMC 1999 Seattle, interruption du sommet, puis réunions de la BM et du FMI en 2000). Echec des négociations au sommet de l'OMC à Cancun en 2003, dus notamment à la position du G-20, à la tête duquel figuraient le Brésil et l'Inde, FTAA Miami 2003 Zone de Libre Echange des Amériques (ZLEA)</p>
<p>Contestation des entreprises multinationales et de leurs pratiques</p>	<p>(Les grèves dans les grandes usines de la fin du 19^e et du début du 20^e sont elles fondamentalement différentes ?)</p> <p>(1891-1930 : révoltes des populations du Congo Brazzaville qui subissent l'exploitation des compagnies concessionnaires. Des défenseurs des droits de l'homme interviennent en leur faveur)</p> <p>Manifestation européenne des salariés d'Alstom (juillet 2003) à Paris ; Plusieurs centaines de délégués syndicaux venus d'Allemagne, d'Espagne, d'Italie, de Belgique et de France. les 30.000 suppressions d'emploi prévues par la direction et pour une réduction du temps de travail</p> <p>Grèves dans les maquiladoras et leurs équivalents Activisme de type Naomi Klein / Michael Moore.</p>

	Déplacements médiatisés au siège de ces compagnies : Aidés par le syndicat allemand de la sidérurgie, pendant la grève à l'usine Volkswagen de Sao Paulo, 3 ouvriers du syndicat brésilien se rendent en novembre 2001 au siège de Volkswagen à Wolfsburg pour protester contre le projet de licenciement de 3075 des 16000 salariés de l'usine brésilienne (Anner)
Contestation à distance de la politique d'un Etat par des activistes d'un autre ou de plusieurs autres Etats	Mobilisations antiesclavagistes britanniques contre les Etats-Unis au 19 ^e siècle. Mobilisations contre le régime de Pinochet. Manifestations françaises contre l'état de siège en Pologne. Mouvement anti-apartheid en dehors d'Afrique du Sud. Mouvement contre la reprise des essais nucléaires par la France en 1995.
Engagement physique au loin en faveur d'une cause	Engagements humanitaires. Brigades internationales pendant la guerre d'Espagne. Brigades de solidarité avec le régime sandiniste au Nicaragua. Actions de Greenpeace.
Grands rassemblements internationaux généralistes militants	Les congrès de la II ^e internationale (surtout avant l'éviction des anarchistes) qui se tiennent de sa fondation en 1889 à la première guerre dans toute l'Europe ⁷⁵ (Bruxelles, Zurich, Londres, Paris, Amsterdam, Stuttgart, Copenhague, Bâle, Stockholm). - Paris 1889 : 391 délégués au congrès marxiste - Congrès international socialiste des travailleurs et des chambres syndicales ouvrières (Londres, 26 juillet-2 août 1896) – Exclusion des anarchistes et socialistes antiparlementaires - 1900 congrès de Paris 800 délégués - 1904 : Congrès socialiste international d'Amsterdam (25 nations et 4 continents, le délégué japonais Katayama et le délégué russe Plekhanoff, au moment où le Japon et la Russie sont en guerre, se serrent la main) 1912 Bâle : des centaines de délégués, grossis de milliers de sympathisants Les 5 <u>Forums sociaux mondiaux</u> : (au départ aussi des contre-sommets puisqu'au même moment que Davos Porto Alegre 2001 (16000 personnes selon Biagiotti), Porto Alegre 2002 et janvier 2003 (100000), Mumbai 2004 (750000), Porto Alegre 2005 (pour l'Afrique en 2007) <u>Forums sociaux régionaux et continentaux</u> : FSE : Florence 2002 (60 000 participants), Saint Denis nov. 2003, FSE Londres 2004, un amazonien (Brésil, 2002 et 2003, Venezuela février 2004) africain (Mali 2002, Éthiopie 2003, Lusaka Zambie 2004) Ouest africains : Guinée Conakry nov 2004 asiatique (Inde 2003) méditerranéen (Barcelone 2004) 4 ^e forum des peuples, le dernier à Fana, au Mali, pendant le G8 à Gleneagles en Ecosse. Global campaign for education : Oxfam's education now global action campaign (mars 1999). Forum global sur l'éducation en 2000 à Dakar. Eurogrèves 1997.
Lutte contre des pratiques contestables au loin	Antiesclavagisme au 18-19 ^e (les femmes britanniques abolitionnistes appellent à partir de 1791 à ne pas acheter de sucre produit par des esclaves, puis pas de coton ou vente de coton « libre »). Campagne qui se poursuivra au sujet de l'esclavage aux Etats-Unis.

⁷⁵ On n'ignore évidemment pas les différences entre les forums sociaux et les internationales (ne serait e que dans le choix dans un cas d'adopter des résolutions, alors que c'est bien le point qui pose problème dans les forums sociaux). Mais il ne s'agit pas seulement ici d'une boutade visant à plaider la réintégration dans l'analyse des mouvements sociaux transnationaux de l'histoire de l'internationalisme ouvrier. Malgré les différences, les congrès des internationales étaient aussi clivés que peuvent l'être les forums sociaux actuelles : sur le possibilisme, la conduite à tenir en cas de guerre, les stratégies de conquête du pouvoir à adopter –participation électorale, etc.) de la même façon que les forums sociaux ont pu connaître de virulents affrontements, par exemple sur la question du port du voile (FSE de Londres) et la discussion avec les représentants de l'islam radical. Il importe en tout cas de se défaire de l'idée rétrospective d'une unité du mouvement ouvrier tel que le communisme stalinien a pu tendre à la monopoliser.

	<p>Campagnes contre l'excision au Kenya (1923-1931) et contre la pratique du bandage des pieds des femmes en Chine (1874-1911).</p> <p>Lutte contre le travail des enfants dans les pays pauvres</p>
<p>Travail de construction et de consolidation d'organisations</p>	<p>Les internationales ouvrières</p> <p>Internationalisation des ONG par la mise en place de nouvelles sections dans de nouveaux Etats.</p> <p>Structuration d'organisations transnationales :Peoples » Global Action</p>

Le propos n'est évidemment pas d'effectuer un recensement, ni une typologie (certaines formes de protestation se combinent), ni de prétendre pouvoir couvrir l'intégralité des formes de la protestation transnationale, mais plutôt de montrer la très forte variété des types d'action collective transnationale que l'on retrouve aujourd'hui dans les travaux sur les mouvements sociaux transnationaux, et d'en appeler ce faisant à une clarification quant aux processus qu'ils recouvrent.

On pourra noter que la seule occurrence véritablement nouvelle en ce qui concerne les formes de protestation, et pour cause, est celle des « rassemblements contestant les grandes institutions de la gouvernance mondiale à l'occasion des réunions de ces dernières »... ce qui ne signifie pas que ces mobilisations en elles-mêmes soient « transnationales » puisqu'au contraire il s'agit de celles qui sont le plus fortement composées de populations « locales », ou en tout cas de la nationalité du pays dans lequel se déroule la protestation. Voilà un aspect qui permet de relativiser, pour le moins, la nouveauté proclamée des mouvements sociaux transnationaux.

Un des problèmes caractéristiques de cette littérature est la confusion entre la protestation transnationale, les organisations transnationales, et l'action collective transnationale. Sous cet aspect, la première urgence consiste sans doute à encourager les études de cas localisées et en profondeur, qui permettent de mieux cerner l'espace pertinent dans lequel ils agissent.

Une première piste consisterait à *préciser les formes de liens entre les protagonistes de l'action collective transnationale*. C'est d'ailleurs la piste à laquelle s'attachent les travaux les plus récents⁷⁶. Ces liens peuvent être physiques et impliquer des interactions de face à face, impliquer la circulation de ressources financières, renvoyer aux communautés imaginées chères aux théoriciens du nationalisme quand ils évoquent la consommation simultanée des mêmes médias, ou renvoyer à des liens objectifs dans la division internationale du travail économique, et être ce faisant perçus ou pas (la parabole du retraité américain contribuant au licenciement de l'ouvrier européen compte tenu de sa quête d'un taux d'intérêt de plus de 12% sur son fonds de pension est un bon exemple d'une chaîne causale imagée sur les méfaits du capitalisme financier). C'est là encore Sidney Tarrow et ses coauteurs qui semblent s'être employés à spécifier ces formes de circulation, en distinguant quatre processus. Les trois premiers ne sont en rien spécifiques à la période actuelle, qu'il s'agisse des processus de diffusion, par lesquels se répandent les idées et pratiques et les cadres d'un mouvement d'un pays à un autre, les processus de domestication, dans lesquels s'effectue le déploiement sur un territoire des conflits qui ont leur origine à l'extérieur (ils citent comme exemples les protestations nationales contre l'ajustement structurel dans les pays du Maghreb, ou certaines mobilisations contre les politiques de l'UE), et enfin les processus d'externalisation, dans lesquels des institutions supranationales sont sollicitées pour intervenir dans des problèmes ou conflits domestique. Ces processus sont importants et semblent

⁷⁶ BANDY, Joe, SMITH, Jackie, (eds.), *Coalitions...*, *op. cit.*

répandus. Pour Tarrow et Della Porta, la nouveauté viendrait, compte tenu de l'évolution récente de mouvements se concentrant sur la justice mondiale (« global justice »), la paix et la guerre, par une « action collective transnationale », entendue comme « *des campagnes internationales coordonnées par des réseaux d'activistes contre les acteurs internationaux, d'autres États, ou des institutions internationales* »⁷⁷. Mais la nouveauté de cette forme d'action collective transnationale ne nous paraît pas évidente : la contestation du capitalisme et de l'impérialisme au début du 20^e siècle tendait elle aussi à homogénéiser ses adversaires.

Le problème est peut-être moins de fournir la typologie adéquate ou définitive, que d'arriver à reconstituer les processus spécifiques à chaque processus d'action collective transnationale et à chaque configuration historique. Sans doute serait-il préférable, à ce propos, de mobiliser davantage des interrogations classiques dans la sociologie générale sur les transformations des anticipations des acteurs, les tests tactiques⁷⁸ constitués par des mobilisations similaires dans des pays distants, etc. Il importe moins de constater qu'il existe des réseaux que de comprendre leur structure, moins de constater que des gens circulent (ou pas) que de savoir qui circule, comment, et de quels mécanismes de division du travail militant cela procède, et quels effets en retour cela peut produire sur les organisations, et en matière de division du travail... Le même raisonnement pourrait être mené au sujet des communications électroniques : Tilly remarque à juste titre qu'il importe d'éviter le déterminisme technologique, mais que la coordination par moyens électroniques favorise les pays riches et sursélectionne les élites militantes des pays pauvres⁷⁹.

Un aspect stimulant de l'étude des pratiques de l'action collective transnationale renvoie précisément à la façon dont la division du travail est envisagée dans ces mobilisations. Si l'internationalisation est potentiellement porteuse d'importants effets de division du travail, deux corrections doivent cependant être apportées à ce qui pourrait aboutir là encore à des généralisations excessives. D'une part, les porte-parole et organisateurs des mouvements sociaux transnationaux, précisément du fait de leur prétention à représenter la diversité de leur « base » et à revendiquer des pratiques démocratiques, sont particulièrement vulnérables à la critique de l'élitisme. Dans les organisations véritablement transnationales se développent des façons d'associer les populations de « base » ou du « sud » à la tenue des sommets ou des formes de protestation. Lesley Wood⁸⁰ en fait une démonstration très riche, en montrant d'ailleurs que la participation des militants du nord semble plus forte dans les événements protestataires, alors que celle des militants du sud est plus forte dans les réunions internationales de leur réseau ou organisation, qui leur sont davantage nécessaires en matière de constitution d'un carnet d'adresses. Là encore cependant, il conviendrait de raffiner la façon dont on envisage la division du travail : la « base » du sud a peu de chances d'être la base rêvée, au sens de la plus dominée ou de la plus exploitée, des militants du nord, ou plus exactement il est peu probable qu'elle soit à la fois la plus ajustée à la fois aux attentes de représentativité et de possibilité de travail commun de ces derniers⁸¹, tant l'on sait à quel point l'espace international peut être celui du « double jeu »⁸² et au moins, si tous les militants du sud ne sont évidemment pas des « compradores », il y a évidemment toutes les chances qu'ils représentent certaines élites militantes. D'autre part, si la mobilité internationale conserve encore, au moins partiellement, une dimension fortement élitaire compte tenu du coût des transports, du

⁷⁷ DELLA PORTA Donatella, TARROW Sidney (eds.). *Transnational protest...*, *op. cit.*, p 2-3.

⁷⁸ DOBRY, Michel. *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*. Paris : Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1986.

⁷⁹ TILLY, Charles. *Social Movements...*, *op. cit.*, p. 104.

⁸⁰ WOOD, Lesley, "Bridging the chasms...", *art. cit.*

⁸¹ Cf. BOB Clifford, "Marketing Rebellion: Insurgent Groups, International Media, and NGO Support", *International Politics*, 2001, 38 (3): p. 311-334

⁸² DEZALAY, Yves, GARTH, Briant, *op. cit.*

caractère très discriminant de la maîtrise des langues étrangères et de savoir-faire liés à l'international, la participation, par définition toujours localisée (sinon toujours locale⁸³) aux grands événements protestataires à vocation transnationale tend à contrebalancer à l'échelle régionale certains effets de la division du travail militant : il en est ainsi des rassemblements liés au monde du travail à l'échelle européenne (manifestations au sommet de Nice ou de Tampere, mobilisations équivalentes dans le cadre des accords de libre échange sur le continent américain)... Il n'est à ce propos pas certain qu'il y ait systématiquement un recoupement entre « élites-middle-class-occidentales-universalistes-mobiles » et « blue-collars-de-la-mondialisation-enfermés-dans-leurs-enjeux-locaux »...⁸⁴ Là encore, gardons-nous de nous faire enfermer par la poignée d'exemples implicites que nous avons tous en tête : d'autres formes d'action collective transnationale nous montrent bien que la circulation à l'échelle mondiale n'est pas inexorablement indexée sur le statut social. Le stimulant article d'Anne-Catherine Wagner⁸⁵ démontre ainsi que la maîtrise de la langue n'est en rien le critère le plus pertinent pour comprendre l'accès de certains syndicalistes à des fonctions de représentation au sein de la Confédération Européenne des Syndicats. Il importe avant tout d'être « à niveau » sur les positions de son organisation, ce qui aboutit à deux profils très contrastés de représentants au sein de la CES : grossièrement, femmes jeunes salariées et surdiplômés contre hommes syndicalistes expérimentés et à faible niveau d'études, et à des luttes de définition sur la légitimité de ces profils : il reste que ces luttes n'ont pas abouti à la dépossession des seconds par les premières.

Dans la suite de cette logique, il faut *spécifier ce qui pousse des acteurs et organisations à s'internationaliser*, en abandonnant l'idée que cela corresponde à des logiques uniformes (et notamment en « valeurs »). Keck et Sikkink⁸⁶ ont bien exposé, par leur métaphore de « l'effet boomerang », les raisons qui poussent des activistes, souvent dans le cas d'un blocage des revendications au niveau interne, à tenter de faire pression sur les gouvernements nationaux⁸⁷ en essayant de s'appuyer sur certaines organisations internationales. Mais les logiques de l'internationalisation des organisations qui fournissent une partie de l'infrastructure des mouvements sociaux transnationaux, sont parfois loin de renvoyer soit à l'émergence d'une hypothétique évolution *sui generis* de la société civile mondiale, soit à une dimension uniquement politique qui verrait des personnes convaincues de la justesse de la cause d'une organisation étrangère en fonder un équivalent dans leur Etat. Le cas est tout particulièrement frappant en ce qui concerne l'internationalisation de beaucoup de grandes ONG. Cette dernière équivaut à un mouvement, non linéaire et pas forcément voulu par tous leurs membres, dans un processus peu éloigné de la loi du monopole évoquée par Norbert Elias, de

⁸³ Au sens où il faut bien que toute action se trouve localisée quelque part –“All politics is local!” déclarait Tip O'Neill, l'ancien président du Congrès américain.

⁸⁴ Violaine Bonnassies rappelle le clivage souligné par Naomi Klein entre « *une classe moyenne impliquée fortement dans les réseaux transnationaux et portée par des préoccupations morales abstraites (étudiants et activistes professionnels), et d'autre part, des acteurs sociaux pris dans la réalité quotidienne et se définissant dans et par un contexte particulier et concret. Un des grands défis pour ces mouvements est de parvenir à lier davantage ces deux sphères pour ne pas discréditer la première (faute de crédibilité à la base) ni isoler la seconde (cantonnée au local)* ». BONNASSIES Violaine « La transnationalisation des mouvements sociaux dans les Amériques et son impact sur la redéfinition du politique : vers une typologie », Cahiers de recherche CEIM, 5-02, Montréal, 54 p, mars 2005. disponible sur www.unites.uqam.ca/gric/pdf/Cahier_0502_Transnationalisation.pdf consulté au 28/07/2005. Mais il n'est pas certain que cette catégorisation échappe à tout ethnocentrisme : la capacité à parler global n'est pas toujours un gage d'universalisme...

⁸⁵ WAGNER, Anne-Catherine, « Syndicalistes européens... », *art. cit.*, p. 13-33.

⁸⁶ KECK, Margaret, SIKKINK, Kathryn. *Activists Beyond Borders...*, *op. cit.*

⁸⁷ « Une mondialisation du sans-frontiérisme humanitaire ? », in LAROCHE, Josepha (dir.), *Mondialisation et gouvernance mondiale*, Paris, Presses Universitaires de France / IRIS, 2003, p. 121-133.

concurrence entre ONG⁸⁸ (sur un certain nombre de conceptions et sur les ressources nécessaires à leur mise en œuvre) qui tentent de passer à un niveau supérieur de concentration et d'accumulation de moyens leur permettant non seulement de poursuivre leur action mais aussi de peser dans les instances multilatérales où elles sont reconnues. Le « jeu » consiste à faire passer leurs possibilités d'action à un niveau supérieur. Au fur et à mesure que l'échelle de jeu s'étend, le nombre d'entités capable de jouer à grande échelle diminue. Ce processus, initié par certaines ONG, influe sur toutes dans la mesure où il transforme les termes de la compétition en changeant la taille et la capacité d'action dont peuvent se prévaloir quelques-unes, et ce faisant les standards au travers desquelles elles pourront légitimement être jugées (par la presse, les bailleurs de fonds publics et privés, ou les multiples instances d'évaluation de l'action humanitaire).. On se limite certes à évoquer la logique de l'internationalisation des ONG à la recherche de fonds et d'une représentativité mondiale. Est-il certain cependant que certaines des organisations que l'on associe aujourd'hui à l'altermondialisme y échappent toujours ?

Or cette internationalisation et la transnationalisation des organisations génère peu à peu des espaces élargis de définition des causes, qui rendent ces dernières très sensibles aux transformations des positions induites par certaines logiques nationales et institutionnelles. Le développement de ces réseaux associatifs internationalisés peut parfois être vécu avec angoisse par certains responsables associatifs. La démultiplication des niveaux d'intervention et de prise de parole peut exiger une cohérence accrue alors même qu'elle se fait à partir d'outils parfois très fragiles. De plus, ces types de coordination oscillent entre un centralisme qui risque évidemment d'être reproché à la section mère et posé comme contradictoire avec son identité associative, ou à l'inverse une place laissée à la diversité des prises de parole dont les effets ne seront pas toujours vécu dans le registre enchanté de la diversité⁸⁹. Il n'existe pas véritablement aujourd'hui de statut d'association internationale, mais avant tout des statuts d'associations nationales, et autant de statut d'ONG que d'organisations internationales disposées à les reconnaître. On compte une quarantaine d'entités Attac de par le monde mais que se produirait-il si l'une d'elles s'éloignait radicalement de la ligne de Attac France ? Il faut donc saisir comment s'opèrent des redéfinitions des entités fondatrices et initiatrices des mobilisations, ce qui constitue après tout un processus classique. La sociologie des migrations nous apprend ainsi que la transnationalisation des espaces migratoires a des effets en retour sur la définition des identités et des Etats d'origine. Elise Massicard montre par exemple que les opportunités offertes à l'alévisme en Allemagne de se définir comme une religion ont eu en retour des effets sur la définition de l'alévisme en Turquie⁹⁰.

Enfin, un autre axe de recherche stimulant reste assurément celui de l'étude de la **transformation éventuelle des formes de protestation**. Là encore, les questions sont multiples : y a-t-il une forme de protestation spécifique à l'action transnationale ? Ou à l'inverse, le répertoire d'action propre aux pays occidentaux tel que l'avait dessiné Tilly est-il en train d'évoluer de façon transnationale ? La transformation des formes du pouvoir mondial

⁸⁸. ONG françaises en concurrence entre elles mais aussi avec des ONG anglo-saxonnes qui s'étaient internationalisées plus tôt, qu'elles rencontraient sur le terrain et dont elles découvraient sur le terrain la puissance d'action.

⁸⁹ Pour ce qui concerne une partie certes limitée de ce monde, mais que nous connaissons mieux, celui des ONG humanitaires, on peut observer des pratiques mêlant coordination horizontale et politique du fait accompli ne tenant pas compte des autres sections, adhésion revendiquée à des principes communs, et, souvent, certaines techniques qui ne dépareraient pas dans une organisation commerciale (ainsi la question du contrôle de l'identité de l'organisation qui est parfois régie par le droit des marques).

⁹⁰ MASSICARD Elise, *Construction identitaire, mobilisation et territorialité politique. Le mouvement aléviste en Turquie et en Allemagne depuis la fin des années 1980*. Thèse de science politique de l'IEP de Paris, sous la direction de Gilles Kepel, 2002.

implique-t-elle une transformation du répertoire ? (ce qui ne serait pas illogique compte tenu des premières problématisations de Charles Tilly, et qui apparaît à dire vrai comme une hypothèse sous-jacente à de nombreux travaux).

Dans l'introduction d'un ouvrage récent⁹¹ consacré aux « mouvements sociaux globaux », des auteurs tentent d'élaborer un modèle de répertoire d'action protestataire qui consiste en une prolongation de celui de Charles Tilly⁹² au sujet de la transformation des répertoires d'action protestataires. Au répertoire « paroissial et patronné », auquel succédait le répertoire « national et autonome », succéderait aujourd'hui un troisième répertoire, « transnational et solidariste ». Voici la version simplifiée que donnent ces auteurs des deux étapes du répertoire tillyen et la suite qu'elles lui proposent.

Tableau 6. Le troisième répertoires selon Cohen et Rai (2000, p. 15)

1650-1850	1850-1980	1980-2000+
<i>Paroissial et patronné</i>	<i>National et autonome</i>	<i>Transnational et solidariste</i>
Emeutes alimentaires	Grèves	Concerts de type Band Aid
Destruction de barrières d'octroi	Meetings électoraux	Téléthons
Sabotage de machines	Réunions publiques	Sommets de la terre, des femmes...
Expulsion de collecteurs des impôts	Insurrections	Campagnes internationales de boycott

Cette énumération désigne en effet des formes de mobilisations transnationales dont on a pu observer le développement au cours des vingt dernières années. Elle pointe à juste titre le rôle des médias, ainsi que celui des organisations internationales, et des forums internationaux, comme lieux de « coagulation » de réseaux transnationaux, et de formulation de thématiques ensuite réappropriées localement. Elle met en lumière le rôle des événements para militants tels que les grands concerts autour de thématiques solidaires (contre la famine, pour l'annulation de la dette... qu'a largement détaillé Christian Lahusen dans ses travaux⁹³). Lahusen a d'ailleurs bien montré comment les campagnes internationales s'appuyaient sur des événements médiatiques devant beaucoup à une véritable globalisation économique, celle qui touche l'industrie des loisirs et de l'information. Cette dernière, pour des raisons toutes autres que militantes, contribue à la prise en charge d'événements à la frontière de la protestation et du divertissement: la participation se fait davantage sur le mode de la non-contradiction aux valeurs défendues que sur le mode d'une adhésion militante, quand bien même c'est cette interprétation qui est gardée de l'événement⁹⁴. On a ici une des formes d'activisme délégué (*vicarious activism*) qu'évoquent Della Porta et Kriesi⁹⁵. Evidemment, cette typologie de Cohen et Rai apparaît à nouveau très dépendante des ONG, et rate singulièrement les contre-sommets. Mais ce n'est pas le principal reproche que l'on peut lui

⁹¹ COHEN Robin, RAI Shirin M., "Global Social Movements - Towards a cosmopolitan politics", in COHEN Robin, RAI Shirin M., (eds.), *Global social movements*, London, The Athlone Press, 2000, p. 1-17.

⁹² TILLY Charles, *La France conteste - de 1600 à nos jours*, Paris, Fayard, 1986.

⁹³ LAHUSEN, Christian, *The rhetoric of moral protest: public campaigns, celebrity endorsement, and political mobilization*. Berlin ; New York : de Gruyter, 1996. Cf. également LAHUSEN Christian, « Mobilizing for International Solidarity: Mega-Events and Moral Crusades », in GIUGNI Marco, PASSY Florence, (eds.), *Political altruism? Solidarity Movements in International Perspective*, Lanham / Oxford : Rowman & Littlefield, 2001, p. 177-195.

⁹⁴ Pour une analyse très riche des logiques «économiques et politiques des coproduction médiatiques de campagnes morales, cf. JUHEM, Philippe, *SOS-Racisme. Histoire d'une mobilisation «apolitique»*. Contribution à une analyse des transformations des représentations politiques après 1981, Thèse pour le doctorat de science politique, sous la direction de B. Lacroix, Université Paris X, 1998.

⁹⁵ Dans leur introduction à DELLA PORTA, Donatella, KRIESI, Hanspeter, RUCHT, Dieter (ed.). *Social Movements in a Globalizing World. op. cit.*, p. 20.

faire ; il nous semble qu'elle rate deux éléments qui devraient peut-être faire abandonner pour l'instant l'idée de fonder un troisième répertoire (après tout, les sciences sociales ne sont pas obligées d'avoir comme modèle le tableau de Mendeleïev et ses cases à compléter...).

D'une part, Tilly, en historien, spécifiait le répertoire d'action en France. C'est-à-dire qu'il pouvait mieux contrôler les transformations du contexte (un Etat-nation) que ne le font beaucoup de spécialistes des mouvements sociaux qui agglutinent des pratiques à l'échelle mondiale, indifféremment dans des contextes autoritaires et démocratiques, et dans lesquelles appartenir à une ONG ou faire un sit-in n'a pas la même signification. Un seul exemple : la majorité des études consacrées aux mouvements sociaux se déroulent dans des démocraties occidentales, dans lesquelles se sont routinisées, notamment du fait de leur faible coût, certaines formes de protestation. Or une des interrogations les plus stimulantes (et un chantier qui reste ouvert) est celui de la coordination, de la diffusion et du courtage entre des mouvements et organisations intervenant dans des espaces politiques à la répression très variable : ce qui explique que la forme ONG puisse être investie avec des significations aussi différentes. Envisager l'avènement d'un troisième répertoire transnational supposerait soit de prétendre qu'il s'agirait d'un répertoire mondial (ce serait ambitieux...) alors même que les espaces étatiques n'ont pas disparu, soit supposerait que l'on spécifie mieux à quel espace politique il s'applique. On pourrait cependant admettre que le répertoire de la protestation dans les Etats contemporains prend un « ton » transnational, à défaut de toujours être porté par des actions transnationalisées, et ceci quand bien même il ne porte que sur des enjeux locaux opportunément renvoyés à l'international. Mais cela ne signifie en rien la disparition de nombreux éléments du répertoire national. A l'inverse, nombre de protestations au niveau national et sur des enjeux strictement nationaux sont déjà porteuses de propriétés que l'on affecte souvent aux actions transnationales : fort recours aux médias, à l'expertise, à Internet, mise en scène de la forme délibérative... Dans un des rares travaux empiriques qui entreprennent d'étudier ce que sont concrètement les formes de protestation altermondialiste, Lesley Wood⁹⁶ analyse 467 protestations locales contre le néolibéralisme pendant cinq « jours d'action globale » entre 1998 et 2001. Elle montre que les cibles de la protestation varient considérablement d'un continent à l'autre : on va des banques aux bourses en passant par les autorités politique, les Mcdonalds ou la firme Nike... Si le FMI, la Banque Mondiale ou le G8 sont visés, les protestations les plus populaires en Afrique ou en Asie sont les pouvoirs locaux ou nationaux, alors que les protestataires d'Amérique latine privilégient les banques et les bourses, et selon elle les Nord-américains et Européens les grandes compagnies. Selon elle, ces variations renvoient à la fois aux répertoires politiques préexistants, aux réseaux d'organisations transnationaux, et aux processus d'équivalence structurelle qui sous tendent la diffusion de ces modèles.

D'autre part, le texte de Robin Cohen et Shirin Rai ne prolonge pas vraiment ce qui était la démarche de Tilly. Ce dernier entendait en effet étudier la façon dont la protestation est largement déterminée par la structure de l'autorité politique et son organisation géographique. A l'inverse, les auteurs mélangent les *thématiques* de la protestation et ses *modalités d'organisation*. Elles affirment que « le terme de répertoire lie précognition, idéologie et action »... alors que Tilly reste allusif à ce propos (il détaillait moins le contenu idéologique de la protestation qu'il ne se concentrait sur les modalités de sa mise en œuvre). Mais le troisième type de répertoire d'action rajouté par Cohen et Rai est moins satisfaisant en ce qu'il mélange les dimensions idéologique et organisationnelle, alors même que ces deux dimensions n'ont pas vocation à être analytiquement confondues. On peine du coup à saisir le nouveau dès lors que ce dernier, et c'est manifeste dans la plupart des travaux consacrés à la

⁹⁶ WOOD Lesley J., "Breaking the Bank & Taking to the Streets: How Protesters Target Neoliberalism", *Journal of World-Systems Research*, 10 (1), hiver 2004, p. 68-89.

question, désigne alternativement et indifféremment les idéologies, les répertoires d'action qui les défendent, ou enfin les réseaux sociaux sur lesquels s'appuient ces mobilisations.

Cette question de l'évolution du répertoire agite beaucoup la communauté scientifique⁹⁷, qui oublie parfois que la piste de recherche la plus stimulante ouverte par Tilly est peut être moins la mise en place d'une méta-typologie historique que l'invitation à envisager ce qui contraint les choix au sein des moyens disponibles et valorise les avantages comparatifs propres à un groupe⁹⁸.

En définitive, les quelques domaines dans lesquels l'action collective transnationale, pour ce que nous pouvons en connaître, paraît le plus en décalage à l'égard du modèle national-autonome de Tilly, renvoient à la forme ONG, jointe à des formes de patronage de la part de certains Etats (voire compagnies dans le cas de certaines formes d'audit), à la défense d'intérêts présentés comme globaux ou comme exemplaires de petits groupes menacés par des logiques globales, à l'industrie du divertissement et des médias, notamment en langue anglaise, au poids de l'expertise (déjà présente cependant dans la mutation du répertoire au niveau national), à la pratique spécifique des contre-sommets, et enfin au modèle de la « franchise » aboutissant à un lien parfois très lâche entre un événement protestataire et l'organisation ou l'idéologie dont elle pourrait se réclamer.

Ces quelques doutes exprimés quant à l'intérêt de se mettre en quête du troisième répertoire ne doivent toutefois pas invalider l'intérêt d'une étude des pratiques protestataires. Parmi les nombreuses pistes stimulantes, deux restent singulièrement sous exploitées :

- comprendre les transformations de l'activité répressive des autorités face à la protestation transnationale (c'est un euphémisme de dire que la contestation de la FTAA à Miami fit les frais de la guerre contre le terrorisme...) ⁹⁹ ainsi que l'adaptation des tactiques des protestataires face aux réponses des autorités (la pratique des contre-sommets, face à des sommets situés en des lieux de plus en plus difficilement, et coûteusement, abordables, est moins mise au centre de la protestation aujourd'hui) ¹⁰⁰.

⁹⁷ Elle a commencé à le faire même avant le mouvement altermondialisation ; ainsi, Didier Bigo se demandait « *N'assistons-nous pas à une mutation des répertoires d'action aussi considérable que celle qui a eu lieu au cours des années 1850 ? Mutation commencée sans doute dès les années 70 mais qui ne prend toute son ampleur que récemment avec la reprise de contestations populaires massives profitant de la délégitimation momentanée de l'usage d'une répression tout aussi massive des opposants par des moyens militaires classiques. 1989 serait alors, au même titre que 1848, le révélateur de transformations significatives dans les modalités de la contestation avec le passage, cette fois, d'un répertoire associatif, national, autonome à un répertoire local ou communautaire, transnational et interdépendant* ». *Local car les figures de l'identification collective se font à travers des réseaux de proximité qui empruntent les voies de l'ethnicité, du religieux ou de la territorialité à l'Echelle micro. Les idées nationales fédératrices, les projets étatiques, ne sont plus porteurs des mêmes dynamiques, ils sont traversés par la volonté d'autonomie des acteurs et se désagrègent facilement. Transnational car les flux de populations, de capitaux, de cultures, d'idéologies primordialistes se moquent des frontières et des contrôles étatiques toujours plus poreux. Interdépendant car ce qui se passe dans un pays affecte presque toujours ses voisins, voire le reste du monde lorsqu'il s'agit d'une ex grande puissance* ». *Cultures et Conflits*, 1992.

⁹⁸ Pour une discussion de ce point, cf. CONTAMIN, Jean-Gabriel, « Le choix des armes : Les dilemmes pratiques d'un mouvement de doctorants et le modèle des avantages comparatifs », *Genèses* n° 59, à paraître.

⁹⁹ MCCARTHY John D., MCPHAIL Clark, CRIST John, "The Diffusion and Adoption of Public Order Management Systems", in DELLA PORTA, Donatella, KRIESI, Hanspeter, RUCHT, Dieter (eds.). *Social Movements in a Globalizing World*, op. cit., p. 71-94.

¹⁰⁰ Là encore, il est difficile de se priver de rappeler que la répression du militantisme transnational trouve un beau précédent historique dans la loi Dufaure du 14 mars 1872 interdisant en France « *Toute association internationale qui, sous quelque dénomination que ce soit et notamment sous celle d'Association internationale des travailleurs, aura pour but de provoquer à la suspension du travail, à l'abolition du droit de propriété, de la famille, de la patrie, de la religion ou du libre exercice des cultes (...)* ».

- restituer la diversité des pratiques et stratégies des organisations, moins pour se délecter des innovations liées aux nouveaux médias¹⁰¹ et à « l'inventivité » des protestataires que pour mieux cerner les pratiques composant ces mobilisations¹⁰², et comprendre les enjeux identitaires, dilemmes et clivages *entre* organisations que peuvent générer le recours à certaines pratiques¹⁰³. C'est notamment sous cet aspect que doit être prise en compte la façon dont est théorisée par les activistes la forme que prend leur protestation, même si ces théories oscillent à nouveau entre le « faute de mieux », face à des réelles difficultés organisationnelles¹⁰⁴, la conviction idéologique et au moins le sentiment de l'impossibilité de travailler ensemble sans ces formats. De même, on a assez dit à quel point la forme du Forum, qui permet la cohabitation d'acteurs variés, rendait aussi difficile la mise en place de résolutions finales. Enfin, les lignes de clivage n'opposent pas de façon aussi simple ONG modérées et activistes radicaux. Et d'un espace de mobilisation à l'autre, autour pourtant de la même organisation internationale, l'articulation entre expertise et protestation varie fortement, comme le montre Paul Nelson qui rappelle à juste titre la diversité des stratégies de mobilisation¹⁰⁵ :

Tableau 6. Caractéristiques de trois réseaux thématiques transnationaux d'ONG (Environnement, Lutte contre l'ajustement structurel, Lutte contre la pauvreté) faisant du lobbying à la Banque mondiale (selon Paul Nelson)

CHARACTERISTIC	ENVIRONMENTAL	ADJUSTMENT	ANTIPOVERTY
Principal Agenda	Limit big dam projects; improve resettlement policy; more resource~ efficient energy policy; greater accountability and transparency	Protect social services; promote food security; reduce use of policy conditionality; reduce lending for structural adjustment	Increasing lending that benefits poorest groups and social sector lending; social safety nets; participatory project methodologies
Coalition origins	National struggles over WB-financed projects; Washington-based "MDB campaign"	Country-specific campaigns in Mexico and Philippines; international meetings	Development project cooperation; international meetings
Focal organizations	Friends of the Earth; Environmental Defense Fund, Bank Information Center	Development GAP (U.S.), Oxfam. Christian Aid (U.K.), NOVIB (Netherlands)	CARE, Oxfam, Save the Children, Bread for the World (U.S.), InterAction

¹⁰¹ Tilly nuance à juste titre l'enthousiasme de Howard Rheingold pour les *smart mobs*, les foules intelligentes capables de se connecter par les vertus du SMS. TILLY, Charles, *Social Movements...*, *op. cit.*, p. 95 et suiv.

¹⁰² Par exemple, pour les par mobilisations altermondialistes WOOD, Lesley J. "Breaking the Bank...", *art. cit. et pour l'analyse fine de la mise en place du FES de Saint-Denis, et des logiques d'organisation et de discussion, les papiers d'Eric Agrikoliansky, Dominique Cardon et Isabelle Sommier dans AGRIKOLIANSKY, Eric, SOMMIER, Isabelle (dir.), Radiographie du mouvement altermondialiste, op. cit.*

¹⁰³ Cf. à ce propos la dernière livraison de la *Revue internationale des sciences sociales* sur les formes du FSE.

¹⁰⁴ Il en est ainsi de la thématique de la décentralisation et de la façon dont elle peut être célébrée quand bien même on ne peut s'empêcher d'être à nouveau tenté par l'idée du faute de mieux... "The decentralised nature of these [anti-corporate] campaigns is not a source of incoherence and fragmentation but a reasonable, even ingenious adaptation to changes in the broader culture... Once involved, no one has to give up their individuality to the larger structure; as with all things online, we are free to dip in and out, take what we want and delete what we don't. It is a surfer's approach to activism, reflecting the internet's paradoxical culture of extreme narcissism coupled with an intense desire for external connection." KLEIN Naomi, "Does Protest Need a Vision?" *New Statesman*, 3 July 2000.

¹⁰⁵ NELSON, Paul J., "Agendas, Accountability, and Legitimacy among Transnational Networks Lobbying the World Bank", in KHAGRAM Sanjeev, RIKER James V, SIKKINK Kathryn (eds.), *Restructuring World Politics...*, *op. cit.*, p. 131-154.

Norms	Major role: appeal to and strengthen norms regarding indigenous peoples' rights	Minor role: support norm of economic sovereignty against norm of neoliberal economics	Problematic: and poverty norms are interpreted by economic theory. Participation promoted as a professional norm.
Legitimacy claims	Representation, U.S. constituency, expertise	Representation of Southern views	Expand local participation and influence on donors and governments in projects
Basic governance strategy	Expand international role in national policy; use WB to regulate borrower practice	Reduce international role in national macroeconomic policy	Expand local participation and influence on donors and governments in projects
Tactics	Lobby U.S. Treasury, Congress; information exchange with Southern NGOs; focus on projects; public opinion	Direct discussion with WB; joint review of adjustment projects began in 1997; national dialogue through SAPRI; public protests at 2000 WB spring meetings	Direct dialogue with WB; collaborate on projects with WB; lobby U.S. Congress

Ce dernier aspect invite à envisager l'espace des organisations (plus que des sigles) dans lequel s'inscrit l'action collective transnationale. Il invite plus généralement à comprendre quels peuvent-être les espaces dans lesquels s'inscrit l'action collective transnationale.

2.2. Reconstituer les espaces pertinents de l'action collective transnationale

2.2.1. Des logiques sociales locales... ou localiser les logiques sociales ?

L'action collective transnationale a aussi, parfois surtout, des logiques locales, pas uniquement microsociales mais renvoyant aux espaces politiques nationaux. A ce propos, Garth et Dezalay conseillent d'éviter d'« *isoler les stratégies internationales de leur contexte national, en les inscrivant dans des catégories à prétentions universelles, comme celles de « communautés épistémiques » ou de « réseaux d'activisme juridique » (advocacy networks) qui servent de panacée pour décrire, de manière aussi idéaliste que normative, l'émergence d'une « société civile internationale ». Car cette approche se borne à souligner le caractère international des opérateurs, en négligeant les ressources et les choix stratégiques qu'ils doivent aux positions qu'ils occupent dans leur champ national* »¹⁰⁶. Ainsi, ce sont parfois des logiques relevant de réseaux locaux, de la densité de liens de sociabilité quotidiens¹⁰⁷, qui expliquent la mise en place de mobilisations à plus grande échelle et autorisent diffusion d'informations et collecte de ressources... Isabelle Sommier et Eric Agrikoliansky, ainsi que leurs co-auteurs, ont bien montré quels peuvent être les logiques spécifiques à l'espace politique français des mobilisations altermondialistes françaises, et autour du Forum Social européen. Leur enquête par observation et questionnaires (2200), à l'instar de l'enquête de Della Porta¹⁰⁸, permet de saisir qui sont ces participants au FSE et dans quels réseaux sociaux

¹⁰⁶ DEZALAY, Yves, GARTH, Briant, *La mondialisation...*, *op. cit.*, p. 33.

¹⁰⁷ Charles Tilly écrit ainsi « *We have good reasons to believe that collective action on a large scale depends heavily on commitment to subgroups within the acting population rather than directly to the enterprise as a whole (Sandell 1998). That is, of course, the implication of Doug Mc Adam's findings concerning the effects of network integration on participation in Freedom Summer* ». Cf. « *Do Unto Others* », in GIUGNI, Marco, PASSY, Florence, (ed.), *Political altruism?...* *op. cit.*, p. 37.

¹⁰⁸ DELLA PORTA Donatella, « *Multiple Belongings, Tolerant Identities, and the Construction of "Another Politics: Between the European Social Forum and the Local Social Fora* », in DELLA PORTA Donatella, TARROW Sidney (eds.), *Transnational protest...*, *op. cit.*, p. 175-202.

et organisationnels ils sont pris, et de nuancer l'hypothèse trop rapide d'une mobilisation des victimes de la mondialisation contre la mondialisation.

Le chantier ouvert sur les identités sociales des participants à l'altermondialisme permet de montrer quelles sont les dispositions plus particulièrement favorables au militantisme cosmopolite ou se revendiquant comme tel. Les tensions au sein des réseaux de protestation transnationaux seraient utilement éclairées par une sociographie fine des activistes et des participants aux événements. On le sait, les mobilisations transnationales sont potentiellement porteuses d'importants effets élitistes. Ainsi, les acteurs les plus mobiles et les plus à même de réaliser le travail de mobilisation à l'international sont aussi ceux qui sont dotés de certaines ressources, soit par leurs organisations, soit du fait qu'ils les ont héritées de leur socialisation ou de leur position sociale (ressources financières, capacité à se mouvoir dans des contextes variés, souvent héritée de leur socialisation, maîtrise de plusieurs langues...). Dès lors, il est fort probable que les hérauts les plus visibles de la solidarité transnationale soient aussi ceux qui se trouvent dans la position la plus éloignée de certains de ceux dont ils entendent défendre la cause, d'autant qu'une particularité du terme d'*advocacy* est sans doute qu'il ne engage pas une problématique de « représentation ressemblance ». Il existe certes de nombreuses pratiques de lutte, souvent vécues comme emblématiques, contre certaines formes de division du travail militant. Pour autant, cela souligne la nécessité d'une sociologie spécifique des entrepreneurs de causes transnationales les plus mobiles, dont le profil est très vraisemblablement distinct des participants à certains événements protestataires à dimension internationale, mais localisés dans leur espace proche, et qui peuvent rester dans des logiques somme toutes assez locales. Tilly rappelle l'importance de ces entrepreneurs¹⁰⁹ et souligne qu'une des nouveautés de ces mouvements sociaux transnationaux serait peut-être à chercher dans une tendance à la professionnalisation¹¹⁰ au moins partiellement liée à l'internationalisation.

S'il importe de « *considérer l'altermondialisme (ou, pourrions nous rajouter, toute forme d'action collective transnationale) à travers l'histoire de ses ancrages nationaux* »¹¹¹, et de montrer comment s'y effectue un travail de redéfinition de causes et d'intérêts parfois beaucoup plus ancien qu'on ne pourrait le croire, il ne faut pas pour autant pas négliger les espaces, quant à eux transnationaux, dans lesquels ces causes et actions sont, elles aussi, prises, au moins partiellement, et ceci quand bien même ce ne seraient qu'une minorité d'activistes qui y évolueraient ou en suivraient les enjeux. Mieux vaut certes éviter de reproduire à l'international certaines des apories de la réflexion sur la structure des opportunités des mouvements, dès lors que cette dernière est variable selon les protestataires¹¹², et peut-être plus encore dans l'espace international. Mais cela ne signifie pas

¹⁰⁹ "To understand internationalization of claimants and objects of claims, we must recognize two other aspects of internationalization : a) proliferation of intermediaries specialized less in making claims of their own than in helping others coordinate claims at the international level, and b) multiplication of lateral connections among group activists involved in making similar claims within their own territories" TILLY, Charles. *Social Movements...*, *op. cit.*, p. 115.

¹¹⁰ Parmi les quatre dimensions du futur des mouvements sociaux qu'envisage Tilly figure précisément la professionnalisation, au moins partielle, au sens où coexisteraient « professional social movement entrepreneurs, nongovernmental organizations, and accommodations with authorities increasingly dominant in large-scale movements but consequently abandoning those portions of local and regional claim making they cannot co-opt into international activism » TILLY, Charles, *op. cit.*, p. 157.

¹¹¹ AGRİKOLIANSKY, Eric, SOMMIER, Isabelle (dir.), *Radiographie du mouvement altermondialiste*, *op. cit.*, p. 10.

¹¹² D'une certaine façon, les risques sont redoublés de généralisations hâtives sur une hypothétique structure des opportunités transnationales : le fait pour les chercheurs sur les mouvements sociaux de travailler dans un cadre national leur donnait au moins une connaissance indigène des logiques propres au champ politique national,

qu'il faille renoncer à inscrire l'activité protestataire dans un espace qui ne soit pas uniquement national¹¹³. Il convient plutôt à chaque fois de reconstruire l'espace transnational pertinent dans lequel ces derniers s'inscrivent, et la façon dont il s'articule aux logiques nationales ou locales, quand ces dernières ne sont pas imbriquées¹¹⁴.

Or si l'on prend au sérieux l'idée que chaque espace transnationalisé (certes, celui des mouvements sociaux, mais aussi ceux des migrations, des droits de l'homme, des anciens espaces coloniaux, ou encore le champ du pouvoir d'Etat international) a son historicité propre, cela suppose une meilleure prise en compte des logiques spécifiques à chacun de ces espaces dans lesquels s'inscrit la contestation transnationale¹¹⁵. Les auteurs de *L'altermondialisme en France* ou de *Radiographie de l'altermondialisme* ont bien montré les logiques spécifiques à l'espace politique français des mobilisations altermondialistes français et autour du FSE de Saint-Denis.

2.2.2. L'espace des organisations internationales

Un autre aspect à prendre en compte pour comprendre les formes de l'action collective transnationale est celui des autres acteurs non gouvernementaux qui, pour n'être pas spontanément associés au monde des ONG et des mouvements sociaux, contribuent fortement à le structurer – et en particulier dans son internationalisation. Il en est ainsi du monde des fondations et des think-tanks¹¹⁶, notamment celui des grandes fondations américaines qui a largement contribué au financement d'une série d'ONG internationales et ce faisant à la structuration de réseaux internationaux. Ainsi, près de la moitié des financements internationaux des fondations américaines pour les droits de l'homme entre 1973 et 1993 provenaient de la fondation Ford¹¹⁷. De même, une compréhension affinée de certaines logiques (et de certains moyens) de l'action collective transnationale ne saurait ignorer le

alors que nombre de chercheurs ont presque par définition une connaissance plus approximative des logiques des espaces politiques internationaux, transnationaux et de nombreux Etats étrangers.

¹¹³ On comprend que Eric Agrikoliansky et Isabelle Sommier défendent l'idée « *de considérer l'altermondialisme à travers l'histoire de ses ancrages nationaux* », notamment en réaction à la tendance des travaux (notamment ceux de Jackie Smith, Della Porta et Tarrow) qui mettent « *l'accent sur les liens entre le processus de globalisation économique et politique et l'émergence d'un contre-mouvement qui adapte ses objectifs et ses stratégies à une nouvelle structure des opportunités politiques* ». Cf. AGRIKOLIANSKY, Eric, SOMMIER, Isabelle (dir.), *Radiographie du mouvement alter mondialiste*, op. cit., p. 10 et p. 9. Cette démarche est tout particulièrement justifiée dans le cas du mouvement altermondialiste, qui peut-être davantage que dans d'autres formes de mouvements labellisés comme transnationaux, opèrent par couplage flou entre des mots d'ordre à l'international et des manifestations locales qui dépendent largement des logiques propres aux champs politiques nationaux. Il reste qu'il importe de ne pas confondre analyse politique localisée et empirique, avec prise en compte des seules logiques nationales.

¹¹⁴ Pour une prise en compte de la façon dont les protestations canadiennes contre l'ALENA, ainsi que les logiques nationales du jeu politique canadien, ont fortement pesé dans la structuration du mouvement antiglobalisation en Amérique du Nord, cf. AYRES Jeffrey M., *Defying Conventional Wisdom...*, op. cit.

¹¹⁵ De la même façon; Dieter Rucht rappelle que « *the study of TSMOs should avoid viewing these groups as entities that can be understood in themselves, without paying attention to their relationships with major reference groups such as national and transnational governments, various kinds of ally groups, countermovements, and, probably most neglected, modern mass media.* » RUCHT, Dieter. « The Transnationalization of Social Movements: Trends, Causes, Problems », in DELLA PORTA, Donatella, KRIESI, Hanspeter, RUCHT, Dieter (ed.), *Social Movements in a Globalizing World*, op. cit., p. 206-222.

¹¹⁶ STONE, Diane. « Think Tank Transnationalisation and Non-Profit Analysis, Advice and Advocacy ». *Global Society*, Avril 2000, 14 (2): p. 153-172.

¹¹⁷ SIKKINK Kathryn, « Restructuring World Politics: The Limits and Asymmetries of Soft Power », in KHAGRAM Sanjeev, RIKER James V, SIKKINK Kathryn (eds.), *Restructuring World Politics...*, op. cit., p. 306.

financement par les fondations d'une société civile dont certains membres ont quelques chances d'être convaincus des bienfaits du marché quand ce dernier prend les traits de leur bienfaiteur George Soros¹¹⁸. Or ces acteurs semblent singulièrement négligés dans l'étude de l'action collective transnationale¹¹⁹, comme le sont également les grands médias nationaux et internationaux et leur contribution à la définition des situations protestataires, ou enfin le rôle des organisations religieuses (alors que l'Eglise catholique, l'Islam sunnite, ou les églises pentecôtistes, contribuent sans doute davantage à la consolidation de réseaux et d'identifications de l'action collective transnationale que Attac ou la CLAC). Certaines logiques professionnelles doivent également être envisagées, par exemple pour ce qui concerne les logiques de l'expertise et du droit si souvent mobilisés par les mouvements sociaux transnationaux : est-il encore possible pour certaines spécialités juridiques de ne pas jouer le jeu de l'internationalisation, fut ce en commençant de façon militante dans une organisation avant de se reconverter dans de plus confortables carrières ?

Une meilleure compréhension des logiques des organisations internationales permettrait assurément de mieux comprendre certaines des formes de l'action collective transnationale. La dimension localisée du développement de ces mouvements sociaux transnationaux ne doit pas être comprise comme renvoyant aux seuls cadres nationaux ou à une dimension communale. La métaphore du « récif de corail »¹²⁰ que développe Sidney Tarrow est extrêmement parlante pour comprendre comment des organisations internationales, qui pour certaines développent elles-mêmes des discours, pratiques et idéologies relatives à la solidarité internationale et à la gouvernance planétaire, sont à la fois la cible et les hôtes de certaines entreprises de mobilisations transnationales, qui par la sociabilité horizontale qu'elles permettent entre activistes de différents pays, ont contribué à la matérialisation de mouvements sociaux transnationaux. Mais les organisations internationales ne sont pas mues par des logiques identiques : il existe des clivages entre la *unholy trinity*¹²¹, dans laquelle le pouvoir est réparti en fonction de l'apport financier des membres, et ces organisations internationales qualifiées parfois de « réformistes sociaux globaux » (par exemple l'UNICEF et le PNUD¹²²), qui peuvent nouer des alliances avec certains altermondialistes et ONG comme ces dernières puisent souvent dans leurs rapports pour dénoncer la misère ou les inégalités mondiales. Même au sein des organisations de la « *unholy trinity* », certains clivages permettent de comprendre comment des responsables de la Banque Mondiale ont pu jouer la carte de l'intégration¹²³ et de la consultation des ONG¹²⁴ et promouvoir l'environnement. Dezalay et Garth considèrent que la « mondialisation » ne peut être conçue « *comme l'opposition entre des mouvements sociaux d'émancipation et des dispositifs institutionnels de régulation d'une économie de marché. Au contraire, la nouvelle orthodoxie*

¹¹⁸ Cf. à ce propos GUILHOT, Nicolas. *Financiers philanthropes, vocations éthiques et reproduction du capital à Wall street depuis 1970*. Paris : Raisons d'agir, 2004 et GUILHOT Nicolas, « Les professionnels de la démocratie : logiques savantes et logiques militantes dans le nouvel internationalisme américain », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 139, septembre 2001, pp. 53-65.

¹¹⁹ On peut signaler le numéro de *Global Networks* de janvier 2002, Vol. 2 (1) dirigé par Diane Stone, mais il ne porte pas véritablement sur l'action collective transnationale.

¹²⁰ TARROW Sidney, « La contestation transnationale », *art. cit.*

¹²¹ PEET Richard, *Unholy Trinity. The IMF, World Bank and WTO*. London: Zed Books, 2003.

¹²² Sur la notion de « global social reformists » comme rendant bien compte à la fois du discours et de la position dominée dans l'espace des organisations internationales de l'UNICEF et du PNUD, cf. DEACON Bob, HULSE Michael, STUBBS Peter, *Global Social Policy. International Organisations and the future of Welfare*, London, Sage 1997.

¹²³ CLEARY Seamus, "The World Bank and NGOs", in WILLETTS Peter (ed), *"The Conscience of the World": The Influence of Non-governmental Organizations in the UN System*, London: Hurst and Co, 1996, p. 69-97.

¹²⁴ FOX Jonathan, "The World Bank Inspection Panel: Lessons from the First Five Years.", *Global Governance*, 2000, 6: p: 279-318.

qui s'impose intègre – certes de manière très déséquilibrée – ces deux courants qui se répondent en s'opposant »¹²⁵. Pour O'Brien et Goetz, si les institutions économiques multilatérales, sous la pression des mouvements sociaux et ONG, élargissent leur agenda afin d'inclure plus d'enjeux sociaux, c'est afin de « maintenir les orientations politique existante et de faciliter leur mise en oeuvre plus en douceur »¹²⁶. C'est aussi par rapport aux politiques spécifiques de ces organisations internationales, et notamment à la façon dont la Banque Mondiale tente souvent de se distinguer de l'OMC et du FMI en promouvant une société civile opportunément incarnée par les ONG, qu'il faut comprendre la virulence des tensions au sein des réseaux altermondialistes sur la légitimité de ces alliances.

Mais les organisations internationales ne se limitent pas aux Nations-unies ou aux institutions financières internationales, et Tarrow souligne à juste titre que la terminologie des mouvements sociaux transnationaux utilisée par les chercheurs a eu comme effet pervers une forte indifférence au champ régional d'une grande partie de l'activité transnationale. L'exemple de l'Europe et celui de la zone américaine de libre échange en sont les deux meilleurs exemples, on y a fait allusion. Les travaux concentrés sur des zones spécifiques évitent mieux les généralisations abusives, semblent moins prophétiques quant à ce qu'il convient de désigner comme mobilisations transnationales (en montrant par exemple l'importance des protestations directement adressées aux gouvernements nationaux¹²⁷), et montrent l'historicité de la défense des causes et intérêts spécifiques à une zone¹²⁸, comme, également, les occasions ouvertes par les intégrations économique-politiques régionales, par exemple en matière de possibilités légales¹²⁹, et d'échanges à une échelle continentale. On peut ainsi penser à la façon dont des réseaux militants se sont consolidés à la faveur de certaines mobilisations relatives à ces espaces, et ont été ensuite investis dans d'autres mobilisations. Il en est ainsi des syndicalistes et défenseurs de l'environnement canadiens, états-unis et mexicains qui s'étaient mobilisés contre l'ALENA aux Etats-Unis, et dont les liens forgés à cette occasion ont contribué aux manifestations de Seattle contre l'OMC en 1999¹³⁰.

2.2.3. Hégémonie américaine et logiques d'Etats

La stimulante hypothèse de « champs internationaux » défendue par Dezalay permettrait à ce propos de mieux comprendre certaines des logiques aussi bien de la transnationalisation que de la contestation d'un néolibéralisme à l'échelle mondiale qui prend bien souvent les traits des Etats-Unis. A ce propos, une des absences les plus étranges au sein de la sociologie des mouvements sociaux transnationaux, et dont l'étude permettrait de comprendre des logiques de l'investissement ou du non-investissement dans certaines formes de contestation transnationale, est assurément la remise en cause des Etats-Unis en tant qu'acteurs politiques et modèle de civilisation¹³¹. Or, dans les travaux sur les mouvements sociaux transnationaux,

¹²⁵ DEZALAY, Yves, Garth, Briant, *La mondialisation...*, p. 286

¹²⁶ O'BRIEN, Robert, GOETZ, Anne Marie, SCHOLTE, Jan Aart. *Contesting global governance...*, op. cit., p. 6.

¹²⁷ IMIG, Doug, TARROW, Sidney. *Contentious Europeans...* op. cit.

¹²⁸ BALME, Richard, CHABANET, Didier, WRIGHT, Vincent (dir.), *L'action collective en Europe*, Paris : Presses de Sciences Po, 2002.

¹²⁹ HILSON, Chris. "New social movements: the role of legal opportunity", *Journal of European Public Policy*, April 2002, 9 (2), p.238-255.

¹³⁰ DREILING Michael, *Solidarity and Contention...*, op. cit.

¹³¹ Ce n'est pas céder à la théorie du complot que de rappeler à quel point la mondialisation économique est en large part un projet américain. Sur cet aspect, cf. FLIGSTEIN Neil, « Rhétorique et réalités de la "mondialisation" », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Paris, no. 119, septembre 1997, p. 36-47.

les Etats-Unis ne sont envisagés ni comme cibles de la protestation, ni comme acteur structurant la protestations. Pourtant, peut-on ignorer que l'hostilité aux Etats-Unis est un des points focaux de cette protestation ? De même, peut-on oublier tout ce que l'investissement dans la défense des droits de l'homme représenta un *Foreign Policy Establishment* mis hors-jeu par l'offensive réactionnaire des Chicago Boys ?¹³²

Evoquant « l'internationalisation des guerres de palais », Dezalay et Garth rappellent qu'« *un pays dominant exporte (...) non seulement sa hiérarchisation sociale mais aussi ses conflits internes* », et que cette exportation se fait à partir de champs internationaux, « *comme celui de l'économie, du droit des affaires, des droits de l'homme – (...) dominé par les États-unis et leurs mécanismes propres de légitimation des expertises : universités privées d'élite, fondations philanthropiques, ONG transnationales, think tanks, revues universitaires..., l'État américain lui-même et les grands médias disposant d'une audience internationale* »¹³³ : autant d'éléments qui permettraient de sociologiser et d'historiciser cette internationalisation dont les contours épousent si souvent l'adhésion ou à l'inverse le rejet des logiques prédominantes au sein de l'espace américain. Certaines des variations dans les formes de l'action collective transnationale pourraient ce faisant être dues à l'insertion inégale des sites protestataires dans ces divers champs, et à une dépendance inégale à l'égard de l'influence américaine.

Une dernière piste consisterait dès lors à mieux prendre en compte le rôle de certains grands Etats dans le soutien à la contestation transnationale. L'échec des négociations au sommet de l'OMC à Cancun en 2003 fut moins dû aux mouvements sociaux transnationaux qu'à la position du G-20, à la tête duquel figuraient le Brésil et l'Inde, et il est difficile de faire abstraction des logiques proprement étatiques qui voient le Brésil du Forum social mondial et de Lula endosser la cause de la lutte contre la faim à un moment où ce pays espère un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU dans le cadre d'une éventuelle réforme de l'organisation internationale. Les alliances partielles entre organisations et grands Etats du Sud contre certaines logiques hégémoniques ne devraient pas être négligées, confirmation que les liens entre mouvements sociaux et Etats sont plus dialectiques que ceux d'une « adaptation » des uns aux autres.

* *

*

Ce survol, insuffisant bien que long, de la littérature bourgeonnante qui a été consacrée aux mouvements sociaux transnationaux depuis dix ans montre la vitalité de ce secteur de recherche et soi empressement à saisir le nouveau. Il peut néanmoins en résulter des aveuglements étonnant quant à des formes historiques tout aussi prégnantes de militantisme transnational. Pourtant, l'oubli de l'histoire est plus un symptôme que le problème central, d'autant qu'il est difficile de reprocher aux non-historiens de se saisir du temps présent. Mais le problème persiste dans la façon dont beaucoup le font. On peut se demander si la sociologie des mouvements sociaux ne reproduit pas, à l'international, les pires apories dont elle a pu être porteuse en s'autonomisant excessivement, en négligeant systématiquement ce qui ne rentrait pas dans le cadre de considération sur le postmatérialisme, et, quand bien même elle en s'attachait pas spécifiquement au paradigme postmatérialistes, en sursélectionnant les cas empiriques qui correspondaient le plus à ces dimensions. Où en est la sociologie des mouvements sociaux ? Précisément, peut-être faudrait-il arrêter de faire de la sociologie des mouvements sociaux quand on étudie les mouvements sociaux...

¹³² DEZALAY, Yves, GARTH, Briant, *La mondialisation...*, p. 29.

¹³³ *Ibid*, p. 110-111.

Bibliographie :

- AGRIKOLIANSKY, Eric, FILLIEULE, Olivier, MAYER, Nonna (dir.), *L'altermondialisme en France. La longue histoire nouvelle cause*. Paris : Flammarion, 2005.
- AGRIKOLIANSKY, Eric, SOMMIER, Isabelle (dir.), *Radiographie du mouvement altermondialiste*, Paris, La dispute, 2005.
- ANNER, Mark, "Industrial Structure, the State, and Ideology: Shaping Labor Transnationalism in the Brazilian Auto Industry", p. 603-634.
- ARMBRUSTER-SANDOVAL, Ralph, "Globalization and Transnational Labor Organizing: The Honduran Maquiladora Industry and the Kimi Campaign", *Social Science History*, hiver 2003, 27, 4, p.551-576
- AYRES Jeffrey M., *Defying Conventional Wisdom: Political Movements and Popular Contention against North American Free Trade*.
- BALME, Richard, CHABANET, Didier, WRIGHT, Vincent (dir.), *L'action collective en Europe*, Paris : Presses de Sciences Po, 2002.
- BANDY, Joe, "Paradoxes of Transnational Civil Societies under Neoliberalism: The Coalition for Justice in the Maquiladoras", *Social Problems*, août 2004, 51 (3), p. 410-431
- BENNETT W Lance, "Social Movements beyond Borders: Understanding Two Eras of Transnational Activism", in DELLA PORTA Donatella, TARROW Sidney (eds.). *Transnational protest..., op. cit.*, p. 203.
- BOB Clifford, "Marketing Rebellion: Insurgent Groups, International Media, and NGO Support", *International Politics*, 2001, 38 (3): p. 311-334
- BONNASSIES Violaine « La transnationalisation des mouvements sociaux dans les Amériques et son impact sur la redéfinition du politique : vers une typologie », Cahiers de recherche CEIM, 5-02, Montréal, 54 p, mars 2005. disponible sur www.unites.uqam.ca/gric/pdf/Cahier_0502_Transnationalisation.pdf consulté au 28/07/2005.
- CHABOT, Sean. "Transnational diffusion and the African American Reinvention of the Ghandian Repertoire", in SMITH, Jackie, JOHNSTON, Hank (eds.), *Globalization and Resistance..., op. cit.*, p. 97- 114.
- CLARK, John (ed.). *Globalizing Civic engagement. Civil Society and Transnational Action*. London Earthscan, 2003
- CLEARY Seamus, "The World Bank and NGOs", in WILLETTS Peter (ed), *"The Conscience of the World": The Influence of Non-governmental Organizations in the UN System*, London: Hurst and Co, 1996, p. 69-97.
- COHEN, Robin, RAI, Shirin (ed.). *Global social movements*. London : The Athlone Press, 2000
- CONTAMIN, Jean-Gabriel, « Le choix des armes : Les dilemmes pratiques d'un mouvement de doctorants et le modèle des avantages comparatifs », *Genèses* n° 59, à paraître.
- COOPER, Frederick, « Le concept de mondialisation sert-il à quelque chose ? : un point de vue d'historien », *Critique internationale*, 1998, janvier 2001, 10, p.101-124.
- CULLEN, Pauline P., "Conflict and Cooperation within the Platform of European Social NGOs", in BANDY, Joe, SMITH, Jackie (eds.), *Coalitions across Borders..., op. cit.*, p. 71-94.
- CUNNINGHAM, Hilary, "Transnational Social Movements and Sovereignties in Transition: Charting New Interfaces of Power at the U.S.-Mexico Border", *Anthropologica*, 2002, 44, 2, p. 185-196.
- DEACON Bob, HULSE Michael, STUBBS Peter, *Global Social Policy. International Organisations and the future of Welfare*, London, Sage 1997.
- DELLA PORTA Donatella, "Multiple Belongings, Tolerant Identities, and the Construction of "Another Politics: Between the European Social Forum and the Local Social Fora", in DELLA PORTA Donatella, TARROW Sidney (eds.), *Transnational protest..., op. cit.* , p. 175-202.
- DELLA PORTA Donatella, TARROW Sidney (eds.). *Transnational protest and global activism*. Lanham, MD : Rowman & Littlefield (Collection : "People, passions, and power"), 2005
- DELLA PORTA, Donatella, KRIESI, Hanspeter, RUCHT, Dieter (ed.). *Social Movements in a Globalizing World*. New York : St Martin's Press, Basingstoke: Macmillan, 1999.
- DEVIN, Guillaume. *L'internationale socialiste. Histoire et sociologie du socialisme international (1945-1990)*. Paris : Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1993.
- DEZALAY, Yves, GARTH, Briant, *La mondialisation des guerres de palais. La restructuration du pouvoir d'État en Amérique Latine. Entre notables du droit et " Chicago boys "*, Paris, Seuil (Collection " Liber "), 2002.
- DOBRY Michel, « Calcul, concurrence et gestion du sens. Quelques réflexions à propos des manifestations de novembre-décembre 1986 », in : FAVRE Pierre (dir.), *La manifestation*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1990, p. 377.
- DOBRY, Michel. *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*. Paris : Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1986.
- DREILING Michael, *Solidarity and Contention: The Politics of Class and Sustainability in the NAFTA Conflict*. New-York : Garland, 2001
- FABER, Daniel, "Building a Transnational Environmental Justice Movement: Obstacles and Opportunities in the Age of Globalization", in BANDY, Joe, SMITH, Jackie (eds.), *Coalitions across Borders..., op. cit.*, p. 43-68.

- FALQUET, Jules. « L'ONU, alliée des femmes? Une analyse féministe critique du système des organisations internationales », *Multitudes* 11, hiver 2003, p. 1-7.
- FLIGSTEIN Neil, « Rhétorique et réalités de la "mondialisation" », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 119, septembre 1997, p. 36-47.
- FLORINI, Ann M., (ed.), *The Third Force: The Rise of Transnational Civil Society*, Washington, Carnegie Endowment for International Peace Press, 2000.
- FOX Jonathan, "The World Bank Inspection Panel: Lessons from the First Five Years.", *Global Governance*, 2000, 6: p: 279-318.
- GAMSON, William. *Talking politics*. Cambridge : Cambridge University Press, 1992
- GIUGNI, Marco G., "The other side of the coin: explaining crossnational similarities between social movements", *Mobilization*, 1998, vol. 3, no. 1, p. 98
- GUIDRY, John A., KENNEDY, Michael D., ZALD, Mayer N. (ed.). *Globalizations and social movements : culture, power, and the transnational public sphere* / Ann Arbor: : The University of Michigan Press, 2000
- GUILHOT Nicolas, « Les professionnels de la démocratie : logiques savantes et logiques militantes dans le nouvel internationalisme américain », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 139, septembre 2001, pp. 53-65.
- GUILHOT, Nicolas. *Financiers philanthropes, vocations éthiques et reproduction du capital à Wall street depuis 1970*. Paris : Raisons d'agir, 2004
- HANAGAN, Michael, "Irish Transnational Social Movements, Migrants, and the State System, in SMITH, Jackie, JOHNSTON, Hank (eds.), *Globalization and Resistance...*, op. cit., p. 53-73.
- HEROD, Andrew. "Geographies of Labor Internationalism", *Social Science History*, hiver 2003, 27, 4, p. 501-523
- HILSON, Chris. "New social movements: the role of legal opportunity", *Journal of European Public Policy*, April 2002, 9 (2), p.238-255.
- IMIG, Doug, TARROW, Sidney (eds), *Contentious Europeans. Protest and Politics in an Emerging Polity*. Lanham : Rowman & Littlefield, 2001.
- JUHEM, Philippe, *SOS-Racisme. Histoire d'une mobilisation « apolitique »*. Contribution à une analyse des transformations des représentations politiques après 1981, Thèse pour le doctorat de science politique, sous la direction de B. Lacroix, Université Paris X, 1998.
- KHAGRAM Sanjeev, RIKER James V, SIKKINK Kathryn (eds.). *Restructuring World Politics. Transnational Social Movements, Networks and Norms*. Minneapolis / London: University of Minnesota Press (Collection "Social Movements, Protest, and Contention, vol 14), 2002
- KLEIN Naomi, "Does Protest Need a Vision?" *New Statesman*, 3 July 2000.
- LAHUSEN Christian, « Mobilizing for International Solidarity: Mega-Events and Moral Crusades », in GIUGNI Marco, PASSY Florence, (eds.), *Political altruism? Solidarity Movements in International Perspective*, Lanham / Oxford : Rowman & Littlefield, 2001, p. 177-195.
- LAHUSEN, Christian, *The rhetoric of moral protest: public campaigns, celebrity endorsement, and political mobilization*. Berlin ; New York : de Gruyter, 1996.
- LEWIS, Tammy L., "Conservation TSMOs: Shaping the Protected Area Systems of Less Developed Countries, in SMITH, Jackie, JOHNSTON, Hank (eds.), *Globalization and Resistance...*, op. cit , p. 75-94.
- MASSICARD Elise, *Construction identitaire, mobilisation et territorialité politique. Le mouvement aléviste en Turquie et en Allemagne depuis la fin des années 1980*. Thèse de science politique de l'IEP de Paris, sous la direction de Gilles Kepel, 2002.
- MAYER, Nonna, SIMÉANT, Johanna, « L'espace de l'altermondialisme », *Revue Française de Science Politique*, vol 54 (3), juin 2004, p. 373-378.
- MCADAM, Doug, "'Initiator" and "Spin-off" Movements: Diffusion Processes in Protest Cycles", in TRAUOGOTT, Mark (ed.). *Repertoires and Cycles of Collective Action*. Durham and London : Duke University Press, 1995, p. 217-240.
- MCCARTHY John D., MCPHAIL Clark, CRIST John, "The Diffusion and Adoption of Public Order Management Systems", in DELLA PORTA, Donatella, KRIESI, Hanspeter, RUCHT, Dieter (eds.). *Social Movements in a Globalizing World*, op. cit., p. 71-94.
- MERLE Marcel, « Le problème des rapports entre les associations transnationales, les organisations intergouvernementales et les firmes multinationales », in *Forces en enjeux dans les relations internationales* (2^e édition), Paris, Economica, 1985, p. 120-129 (reproduit d'après le bulletin de l'UAI).
- MEYER, Dorothee, « ONG : une catégorie juridique introuvable, une définition utilitaire. Réflexions sur une définition en droit des ONG », in SIMÉANT Johanna, DAUVIN Pascal, (dir.), *ONG et humanitaire*, Paris, L'Harmattan (Collection « Logiques politiques »), 2004, p. 139-162.
- MITTELMAN, James H. « The Globalization of Social Conflict », in BORNSCHIER, Volker (ed.), *Conflict and new departures in World Society*. New Brunswick (NJ.): Transaction Publishers, 1994, p. 317-337.
- NELSON, Paul J., "Agendas, Accountability, and Legitimacy among Transnational Networks Lobbying the World Bank", in KHAGRAM Sanjeev, RIKER James V, SIKKINK Kathryn (eds.), *Restructuring World Politics...*, op. cit., p. 131-154.
- NIMTZ, August, "Marx and Engels: The Prototypical Transnational Actors", in KHAGRAM Sanjeev, RIKER James V, SIKKINK Kathryn (eds.). *Restructuring World Politics. Transnational Social Movements, Networks and Norms*. Minneapolis / London: University of Minnesota Press (Collection "Social Movements, Protest, and Contention, vol 14), 2002, p. 245-268.
- O'BRIEN, Robert, GOETZ, Anne Marie, SCHOLTE, Jan Aart. *Contesting global governance : multilateral economic institutions and global social movements*. Cambridge: Cambridge University Press (Collection : Cambridge studies in international relations), 2000
- OLLITRAULT Sylvie, « De la caméra à la pétition-web : le répertoire médiatique des écologistes », *Réseaux*, 1998, 17 (98), p. 182.

- Peace Review*, hiver 1994, 6, 4, p. 395-401.
- PEET Richard, *Unholy Trinity .The IMF, World Bank and WTO*. London: Zed Books, 2003.
- Power in Movement* (1994)
- REIMANN Kim D., "Building Networks from the Outside In: Japanese NGOs and the Kyoto Climate Change Conference", in SMITH, Jackie, JOHNSTON, Hank (eds.), *Globalization and Resistance...*, op. cit., p. 173-187.
- REINALDA, Bob, ARTS, Bas, NOORTMANN, Math, (ed.). "Non-State Actors in International Relations.", Aldershot: Ashgate (*Non-state actors in international law, politics and governance series*), 2000, p. 12.
- RIST, Gilbert. *Le développement – Histoire d'une croyance occidentale*. Paris : Presses de Sciences Po, 1996, notamment son chapitre 10, « L'environnement ou la nouvelle nature du développement ».
- ROTHMAN Franklin Daniel, OLIVER Pamela E., "From Local to Global: The Anti-dam Movement in Southern Brazil, 1979-1992", in SMITH, Jackie, JOHNSTON, Hank (eds.), *Globalization and Resistance...*, op. cit., p. 115-132.
- RUCHT, Dieter. "The Transnationalization of Social Movements: Trends, Causes, Problems", in DELLA PORTA, Donatella, KRIESI, Hanspeter, RUCHT, Dieter (ed.). *Social Movements in a Globalizing World*, op. cit., p. 206-222.
- SCHAEFER CANIGLIA Beth, "Elite Alliances and Transnational Environmental Movement Organizations", in SMITH, Jackie, JOHNSTON, Hank (eds.), *Globalization and Resistance...*, op. cit., p. 153-172
- SIKKINK Kathryn, "Restructuring World Politics: The Limits and Asymmetries of Soft Power", in KHAGRAM Sanjeev, RIKER James V, SIKKINK Kathryn (eds.). *Restructuring World Politics...*, op. cit., p. 306.
- SMITH, Jackie, CHATFIELD, Charles, PAGNUCCO, Ron (eds.). *Transnational Social Movements and Global Politics. Solidarity Beyond the States*. With a Foreword by Elise Boulding. New York : Syracuse University Press (Syracuse Studies on Peace and Conflict Resolution), 1997.
- STILLERMAN, Joel, "Transnational Activist Networks and the Emergence of Labor Internationalism in the NAFTA Countries", *Social Science History*, hiver 2003, 27, 4, p. 577-601
- STONE, Diane. "Think Tank Transnationalisation and Non-Profit Analysis, Advice and Advocacy". *Global Society*, Avril 2000, 14 (2): p. 153-172.
- TARROW, Sidney, « La contestation transnationale », *Cultures et Conflits*, 38-39, été-automne 2001, p. 187-223.
- TARROW, Sidney, « Transnational Politics: Contention and Institutions in International Politics », *Annual Review of Political Science*, 4, 2001, p. 1-20
- TARROW, Sidney, "From lumping to splitting: specifying globalization and resistance." In SMITH (Jackie), JOHNSTON (Hank) (ed.) *Globalization and Resistance. Transnational Dimensions of Social Movements*. New York: Rowman & Littlefield, 2002. 229-249.
- TILLY Charles, *La France conteste - de 1600 à nos jours*, Paris, Fayard, 1986.
- TILLY, Charles. "Do Unto Others", in GIUGNI, Marco, PASSY, Florence, (ed.), *Political altruism?... op. cit.*, p. 37.
- TILLY, Charles. *Contrainte et capital dans la formation de l'Europe*. Paris : Aubier, 1992.
- TILLY, Charles. *Social Movements. 1768-2004*. Boulder & London : Paradigm Publishers, 2004, p. 115.
- TOPALOV, Christian, (dir.), *Laboratoires du nouveau siècle. La nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France, 1880-1914*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1999.
- VAIREL, Frédéric. *Espace protestataire et autoritarisme. Nouveaux contextes de mise à l'épreuve de la notion de fluidité politique : l'analyse des conjonctures de basculement dans le cas du Maroc*. Thèse pour le doctorat de science politique, Aix-Marseille III, 2005. Sous la direction de Michel Camau.
- WAGNER, Anne-Catherine, "Syndicalistes européens. Les conditions sociales et institutionnelles de l'internationalisation des militants syndicaux", *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, décembre 2004, 155 : p. 33.
- WILLETTS, Peter (ed.). *Pressure groups in the Global System. The Transnational Relations of Issue-Orientated Non-Governmental Organizations*. London : Pinter, 1982. New-York : St Martin's Press, 1982.
- WILLIAMS, Heather L. "Of Labor Tragedy and Legal Farce: The Han Young Factory Struggle in Tijuana, Mexico", *Social Science History*, hiver 2003, 27, 4, p. 525-550
- WOOD Lesley J., "Breaking the Bank & Taking to the Streets: How Protesters Target Neoliberalism", *Journal of World-Systems Research*, 10 (1), hiver 2004, p. 68-89.
- WOOD, Lesley J., "BRIDGING THE Chasms: The Case of Peoples' Global Action", in BANDY, Joe, SMITH, Jackie (eds.), *Coalitions across Borders. Transnational Protest and the Neoliberal Order*. Lanham, MD : Rowman & Littlefield (Collection : "People, passions, and power"), 2005, p. 106.
- YASHAR, Deborah. "Globalization and Collective Action", *Comparative Politics*, 34: avril 2002, p. 355-375.